

Université de Montréal

Les relations internationales soviétiques à l'ère de la sécurité collective : étude comparée de l'historiographie et de manuels de Cégep

par
Simon Beauchamp-Léveillé

Département d'histoire, Université de Montréal
Faculté des Arts et Sciences

Deuxième ébauche de mémoire présenté à Michael J. Carley
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en histoire
Option *Histoire au collégial*

19 juin 2012

© Simon Beauchamp-Léveillé, 2012

Université de Montréal
Faculté des Arts et Sciences

Ce mémoire intitulé :
*Les relations internationales soviétiques à l'ère de la sécurité collective : étude
comparée de l'historiographie et de manuels de Cégep*

présenté par :

Simon Beauchamp-Léveillé

a été évalué(e) par un jury composé des personnes suivantes :

David Meren
président-rapporteur

Michael J. Carley
directeur de recherche

Yakov Rabkin
membre du jury

RÉSUMÉ

Ce mémoire se veut être un alliage de connaissances historiques théoriques et de leur mise en application dans un contexte académique de niveau collégial. L'objet principal est de comparer l'historiographie savante, écrite par des historiens chercheurs, au contenu de quatre manuels de Cégep, rédigés par des pédagogues de formation historique, à propos des relations internationales soviétiques à l'ère de la sécurité collective.

Mots clés : URSS, relations internationales, sécurité collective, diplomatie, Litvinov, Staline, Union Soviétique.

ABSTRACT

This thesis aims to be an alloy of historical and theoretical knowledge and of their implementation in a collegial academic context. Its main purpose is to compare the scholarly historiography content, written by historians, researchers, to an extract of four College Manuals, written by teacher training historians, about Soviet international relations at the era of collective security.

Key words: Foreign policy, international relations, collective security, USSR, Russia, Soviet Union, Stalin, Litvinov.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	ii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : Revue historiographique.....	4
Le tournant de la politique extérieure de 1933.....	5
La réaction de l'URSS suite à la prise de pouvoir des Nazis en 1933	5
La dynamique de la politique extérieure soviétique.....	12
La sécurité collective mise en application.....	20
Les réactions aux agressions allemandes	26
Le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne	26
La remilitarisation de la Rhénanie	27
La guerre civile espagnole.....	29
L'Anschluss.....	36
La crise tchécoslovaque	37
Les négociations du printemps et de l'été 1939	45
Le pacte de non-agression germano-soviétique	58
Deux thèmes controversés.....	62
Le rôle de l'anticommunisme.....	62
L'impact de l'ouverture partielle des archives soviétiques sur l'historiographie	65
CHAPITRE 2 : Analyse comparée des manuels de Cégep et de l'historiographie..	68
Le choix des manuels	69
Analyse du contenu des manuels	70
Le tournant de la politique extérieure de 1933.....	70
La réaction de l'URSS suite à la prise de pouvoir des Nazis en 1933	70
La sécurité collective mise en application.....	72
Les réactions aux agressions allemandes	74
Le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne	74
La remilitarisation de la Rhénanie	75
La guerre civile espagnole.....	76
L'Anschluss.....	77
La crise tchécoslovaque	78
Les négociations du printemps et de l'été 1939	79
Le pacte de non-agression germano-soviétique	81

Deux thèmes controversés.....	82
Le rôle de l'anticommunisme.....	82
L'impact de l'ouverture partielle des archives soviétiques sur l'historiographie	83
Bilan du traitement de l'URSS dans les manuels étudiés	84
Manuel de Georges Langlois.....	84
Manuel de Marc Simard.....	85
Manuel de Carter V. Findley et John A. M. Rothney	86
Manuel de Coffin et Stacey.....	88
CONCLUSION	90
BIBLIOGRAPHIE	ci

INTRODUCTION

Comme mes six collègues et moi inaugurons, avec la fin de notre cheminement académique, les débuts de cette nouvelle option de maîtrise destinée aux futurs enseignants collégiaux, il ne fut pas évident, dans mon cas à tout le moins, de trouver un sujet convenant aux nouvelles exigences du programme auxquelles personne n'avait encore dû se conformer. Ayant en tête mon objectif, qui est de transmettre cette passionnante matière qu'est l'histoire à un public de niveau collégial, j'en suis venu à la conclusion que ce qui serait le plus profitable pour ma formation de futur enseignant serait d'allier recherche historique et pédagogie collégiale. Baignant encore dans le milieu de la recherche et de la critique documentaire, il m'a semblé que le meilleur choix de sujet de mémoire serait de comparer le contenu de l'historiographie savante au contenu de manuels de Cégep pour vérifier si les propos tenus dans les deux types de publications concordent ou se contredisent.

Étant intéressé par les relations internationales d'entre-deux guerres de l'Union soviétique, des mystères qu'elles renferment et de la controverse qu'elles suscitent aujourd'hui, j'en ai fait mon sujet de prédilection et ai entrepris de recenser ce qui avait été dit à son sujet dans l'historiographie. Comme ce sujet était beaucoup trop vaste pour un mémoire, je l'ai réduit à l'étude des relations internationales soviétiques à l'ère de la sécurité collective, soit de 1933 à 1939. Le caractère énigmatique de Staline et la fermeture complète des anciennes archives soviétiques, puis son ouverture partielle depuis le début des années 1990, font en sorte que le sujet n'est pas bien connu de la communauté historique; le manque de sources

historiques disponibles amène les historiens à les interpréter à leur façon. Il en résulte l'émergence de plusieurs points de vue sur la question et d'éternelles querelles de chercheurs qui en découlent. J'ai donc décidé de m'attaquer à l'étude de cette pluralité des voix historiennes en en faisant un recensement historiographique dans le premier chapitre de ce mémoire. Pour ce faire, les sujets les plus importants ont été identifiés et les points de vue de plusieurs historiens quant à ceux-ci ont été identifiés puis comparés.

Dans un premier temps, ce résumé de l'historiographie abordera le tournant de politique internationale qui s'est opéré avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne en 1933. L'URSS a alors substitué la coexistence pacifique pour la sécurité collective et a dès lors essayé de s'allier avec d'autres pays pour se défendre contre la menace nazie. La France et la Grande-Bretagne ont été ses partenaires potentiels privilégiés et c'est pour cette raison que leur réaction face aux demandes soviétiques d'adhérer à la sécurité collective sera étudiée. Le rôle des principales figures des affaires étrangères soviétiques qu'étaient Maxime Litvinov, Viatcheslav Molotov et Staline sera aussi étudié pour mieux comprendre les rouages de la politique extérieure soviétique des années 1930. Il sera ensuite vu comment l'Union soviétique, la France et la Grande-Bretagne ont réagit lors des agressions allemandes qui ont secoué l'Europe, menacé la paix dans les années 1930 puis finalement mené à la Deuxième Guerre mondiale. En plus de ces crises, les négociations menées par l'URSS, la France et la Grande-Bretagne au printemps et à l'été 1939 ont aussi tenues un rôle important dans le chemin qui a mené à la Deuxième Guerre mondiale et elle mérite de s'y arrêter et d'analyser l'avis des historiens sur le sujet. Outre cela, dernière étape qui a mené à cette guerre est la signature du pacte de non-agression germano-soviétique en août 1939. La communauté historique est loin de partager le

même avis sur cet évènement controversé et il sera d'autant plus intéressant d'aborder la divergence des points de vue sur ce sujet. Finalement, il sera brièvement question de deux thèmes controversés, le premier étant le rôle qu'a joué l'anticommunisme dans la diplomatie européenne d'avant guerre. Le deuxième est l'ouverture partielle des archives soviétiques depuis le début des années 1990 et de l'impact que cette ouverture a eu sur la perception que nous avons des évènements jusqu'alors assez nébuleux des relations internationales soviétiques dans les années 1930.

Le deuxième chapitre de ce mémoire se concentrera sur l'étude du contenu de quatre manuels de Cégep, ou plutôt sur une section de ces manuels qui traiteront des relations internationales soviétiques dans les années 1930. L'analyse des manuels de Cégep prendra la même forme que l'analyse historiographique, soit une approche thématique. Ainsi, les passages traitant des sujets abordés dans le premier chapitre seront identifiés puis analysés pour ensuite être comparés au contenu de l'historiographie. Cette démarche permettra ainsi de constater si le contenu des manuels est semblable à celui de l'historiographie. Ce deuxième chapitre se clôturera par un bilan général du contenu des manuels de Cégep afin de savoir quel manuel offre le meilleur traitement des relations internationales soviétiques des années 1930.

Cette formule d'analyse de l'historiographie et de manuels de Cégep suivie de leur comparaison me semble être appropriée pour mettre mes connaissances au service de ma formation en enseignement collégial. Elle contribuera ainsi à croiser les connaissances historiques acquises à l'université et l'utilisation d'un outil pratique de l'enseignement collégial qu'est le manuel de cours.

CHAPITRE 1

Revue historiographique

L'objet de ce premier chapitre est de faire une analyse de l'historiographie concernant les relations internationales soviétiques à l'ère de la sécurité collective, c'est-à-dire sur une période qui s'étend du début de 1933 au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, en septembre 1939. Ce chapitre s'amorcera avec l'élément perturbateur qu'a été l'arrivée au pouvoir des Nazis en Allemagne en 1933 et des chamboulements que celle-ci a suscités dans les relations internationales de l'URSS. La principale conséquence a été l'élaboration d'une nouvelle politique extérieure baptisée *sécurité collective*, mise de l'avant par son créateur, Maxime Litvinov. Comment cette nouvelle politique a-t-elle été mise en application et quelles ont été les décisions prises par les dirigeants soviétiques lors des divers événements des années 1930? Comment la sécurité collective impliquait, ou voulait-elle impliquer la France et la Grande-Bretagne? Et quelle a été l'importance des négociations du printemps et de l'été 1939? Finalement, est-ce leur échec qui a mené au pacte de non-agression germano-soviétique ou est-ce la signature de ce pacte qui a consacré leur échec? C'est à ces questions que ce mémoire tentera de répondre.

Une fois que l'analyse chronologique des événements sera terminée, ce chapitre se clôturera par l'étude de deux sujets controversés, soit l'importance et les conséquences de l'anticommunisme dans la montée des tensions des années 1930 qui ont mené à la guerre et les conséquences que l'ouverture partielle des archives soviétiques au début des années 1990 a eues sur l'historiographie.

Le tournant de la politique extérieure de 1933

La réaction de l'URSS suite à la prise de pouvoir des Nazis en 1933

La communauté historique s'entend généralement pour dire que l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en Allemagne, en janvier 1933, marqua un tournant important dans les relations internationales soviétiques. Il est en effet admis presque à l'unanimité que Maxime Litvinov, qui s'était tenu au courant du mouvement nazi allemand, avait lu *Mein Kampf*, livre dans lequel Hitler annonçait ses ambitions guerrières et territoriales en Europe et en URSS. Ce livre menaçait plus particulièrement l'URSS dont le territoire devait constituer le *Lebensraum*, l'espace vital allemand, selon les plans hitlériens. La France y était aussi désignée comme une cible privilégiée du revanchisme hitlérien d'après-Première Guerre mondiale. L'Allemagne perdit donc rapidement le statut de partenaire politique et économique de l'Union Soviétique pour devenir une menace à long terme de premier plan non seulement pour l'URSS mais pour toute l'Europe. Cette annonce ouverte de guerre frappa durement l'imaginaire des dirigeants soviétiques qui se persuadèrent dès lors qu'une guerre européenne était à venir et ce, dans un avenir proche ou moyennement proche¹.

Les historiens s'entendent généralement pour dire que ce sentiment d'insécurité que l'Allemagne venait d'inculquer à l'URSS était tel qu'elle en changea sa politique extérieure. Le nouveau mot d'ordre qui fut adopté devint la plaque tournante de la politique soviétique jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale : ce mot d'ordre était *sécurité*. Plusieurs historiens dont Michael Carley,

¹ Michel Laran et Jean-Louis Van Regemorter. *La Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996. Page 138, Joseph Clarke. *Russia and Italy against Hitler: the Bolshevik-Fascist rapprochement of the 1930s*, New York, Greenwood Press, 1991. Page 46, Craig R. Nation. *Black Earth, Red Star, A History of Soviet Security Policy, 1917-1991*, Ithaca, Cornell University Press, 1992. Pages 46 et 81 et Peter Jackson. *France and the Nazi Menace*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2000. Page 46.

Donald Treadgold, Keith Neilson, Jonathan Haslam, Gabriel Gorodetsky, Hugh Ragsdale et Mikhail Narinski affirment qu'afin d'assurer la sécurité du pays, les dirigeants soviétiques devaient, dans un premier temps, faire des alliances avec d'autres puissances sans toutefois laisser leur idéologie marxiste limiter leur choix d'alliés potentiels; leur politique extérieure devint donc pragmatique et imprégnée de Realpolitik². Le fait d'accorder préséance à la Realpolitik plutôt qu'à l'idéologie a mené à l'adoption de la sécurité collective. Cette affirmation ne fait cependant pas l'unanimité; Georges-Henri Soutou soutient plutôt que la politique extérieure soviétique, dominée par Staline, a été teintée d'idéologie jusqu'en 1952, soit bien après la fin de la guerre. Cette vision idéologique du monde l'aurait amené, comme le prouvent les archives selon Soutou, à voir la Deuxième Guerre mondiale comme une guerre impérialiste dont résulterait une révolution communiste mondiale qu'il souhaitait toujours³.

L'URSS entendait ne pas céder devant la menace allemande et se résolut à adopter une ligne dure contre toute agression future, mesure qui allait perdurer jusqu'à la crise tchécoslovaque et même davantage. Malgré ce durcissement du ton dans les relations internationales, Haslam, Taylor et Ragsdale soutiennent que l'URSS désirait avant tout la paix et qu'elle ne voulait pas être impliquée dans une guerre. Haslam précise cependant qu'elle souhaitait ceci non pas par pacifisme, mais

² Michael J. Carley « Caught in a Cleft Stick: Soviet Diplomacy and the Spanish Civil War » dans Johnson, Gaynor, *The International Context of the Spanish Civil War*, Newcastle, Cambridge Scholars, 2009. Page 152, Donald W. Treadgold. *Twentieth Century Russia*, Boulder and London, Westview Press, 1987. Page 299, Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia and the Collapse of the Versailles Order, 1919-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006. Page 316, Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations and the Origins of the Second World War : The Jury Is Still Out », *The Journal of Modern History*, vol. 69, no. 4 (Décembre 1997). Page 789, Gabriel Gorodetsky. *Le grand jeu des dupes; Staline et l'invasion allemande*, Paris, Les belles lettres, 2000. Page 37, Hugh Ragsdale. *The Soviets, the Munich Crisis, and the Coming of World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004. Page 186, et Mikhail Narinski dans Georges-Henri Soutou. *La France et l'URSS dans l'Europe dans années 30*, dir Mikhail Narinski, Élisabteh du Réau, Georges-Henri Soutou et Alexandre Tchoubarian, Paris, PUPS, 2005. Page 74.

³ Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Pages 8, 9 et 155.

bien parce qu'elle était militairement trop faible. Elle avait absolument besoin d'une période de paix pour sa reconstruction intérieure. À cette époque, politiques intérieure et extérieure étaient liées l'une l'autre selon Richard Raack. En effet, les premier et deuxième plans quinquennaux avaient comme objectif la reconstruction et l'industrialisation rapide du pays suite à la fin de la guerre civile, ce qui relevait d'une nécessité pour ce pays dont l'industrie accusait un retard important face au développement de l'industrie occidentale. Pour pouvoir réaliser ce vaste projet d'industrialisation, l'URSS avait absolument besoin d'une période de paix, comme l'écrit l'historien Craig R. Nation : « War, Litvinov repeatedly stressed and apparently believed, was the primary threat to the progress of Soviet industrialization and hence to the stability of Soviet power ». La paix était donc devenue une condition essentielle au développement de l'URSS et Staline l'avait bien compris. Cependant, Raack contredit ses collègues et prétend, sans aucun fondement archivistique, que l'URSS, même si elle accusait un retard industriel important, ne souhaitait pas la paix; elle n'aurait voulu qu'en découdre avec l'Allemagne. Comme cette affirmation ne repose sur aucune source et qu'elle est le fruit d'un historien isolé, sa crédibilité est plus que douteuse⁴.

Les historiens pensent en forte majorité que Maxime Litvinov approuvait ces principes de paix et d'opposition à l'Allemagne énoncés par le gouvernement soviétique et par Staline, d'autant plus qu'il était lui-même obsédé, selon les dires du sous-secrétaire anglais aux affaires extérieures, Sir Robert Vansittart, par la menace

⁴ Michael J. Carley. « “Only the USSR Has... Clean Hands” : the Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 » partie 2, *Diplomacy and Statecraft*, vol. 21, no. 3 (2010). Page 377, Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations [...], *Op. Cit.* Page 786, A. J. P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, Londres, Hamish Hamilton, 1963. Page 223. Hugh Ragsdale, *Op. Cit.* Page 182, Richard Raack. *Stalin's Drive to the West, 1938-1945 : the Origins of the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1995. Pages 11-12, Robert H. Donaldson et Joseph L. Nogee. *The Foreign Policy of Russia; Changing Systems, Enduring Interest*, New York, M. E. Sharpe, 2009. Page 53 et Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 76.

que représentait l'Allemagne pour son pays. Il élaborait donc une nouvelle politique extérieure qu'il baptisa *sécurité collective* et qui devait créer « [...] a broad based Soviet alliance with France and Britain to deter Nazi aggression or defeat it, if deterrence failed ». Ainsi, la sécurité collective visait à établir une coalition internationale antiallemande et non antifasciste. Bien que la France et la Grande-Bretagne devaient être les piliers centraux de cette coalition, l'URSS était aussi prête à accueillir n'importe quelle autre nation qui désirerait s'y joindre. Devant une telle coalition dirigée uniquement contre l'Allemagne, l'État nazi serait forcé de changer de politique en laissant tomber ses prétentions territoriales et son ton belliqueux; du moins tel était le but de Litvinov⁵.

La volonté soviétique de réaliser la sécurité collective est toutefois controversée et fait l'objet d'un débat à savoir si, oui ou non, l'URSS souhaitait réellement appliquer cette politique. Plusieurs historiens croient que l'URSS le souhaitait. Comme le dit Geoffrey Roberts : « Stalin may be faulted for a great many mistakes in attempting to carry out the Collective Security line, but the line itself seems indisputably genuine »⁶. Michael Carley, quant à lui, avance que les archives soviétiques désormais partiellement accessibles démontrent hors de tout doute que l'URSS souhaitait vraiment une alliance avec les puissances occidentales dans le cadre de la sécurité collective. Taylor se base aussi sur une lettre écrite par Litvinov trouvée dans les archives dans laquelle son auteur affirmait qu'il a cru en la sécurité collective jusqu'à ce que Staline et Molotov concluent le pacte de non-agression avec

⁵ Michael J. Carley. « “Only the USSR Has... Clean Hands” : the Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 » partie 1, *Diplomacy and Statecraft*, vol. 21, no. 2 (2010). Pages 202 et 204, Michael J. Carley. « Behind Stalin's Moustache : Pragmatism in early Soviet Foreign Policy, 1917-41 » *Diplomacy & Statecraft*, vol. 12, no. 3 (septembre 2001). Page 167 et Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] » *Op. Cit.* Pages 208 et 161.

⁶ Geoffrey Roberts. *The Soviet Union and the Origins of the Second World War : Russo-German Relations and the Road to War, 1933-41*, London, Macmillan, 1995. Page 7.

l'Allemagne. Donald C. Watt ajoute que c'est pour réaliser la sécurité collective que l'URSS a rompu son isolement et qu'elle s'est jointe à la Société des Nations (SDN). Ces historiens croient donc qu'après qu'elle ait été approuvée par le Politburo, et donc par Staline lui-même, « collective security [...] became the dominant security paradigm of a deeply troubled polity [...] »⁷.

Certains historiens apportent une nuance à cette thèse sans pour autant la réfuter. Selon eux, la politique extérieure soviétique, essentiellement guidée par les principes de la sécurité collective, était avant tout prudente et réticente à laisser le sort du pays entre les mains d'une seule politique qui, aux yeux des Soviétiques, n'était pas nécessairement vouée au succès puisqu'elle dépendait de la volonté d'autres pays, capitalistes de surcroît. C'est pourquoi les dirigeants soviétiques, plus particulièrement Staline, préféraient miser sur plusieurs approches simultanées : « [...] like all states, the Soviet Union refused to commit itself to any single policy irrevocably, and it attempted to retain a range of options »⁸. L'historiographie appelle ce processus « two tracks policy », ce qui sera ici traduit par « politique à deux vitesses ». Pour les historiens basant leurs recherches sur les archives soviétiques, il est clair que, dès 1933, l'URSS privilégiait la sécurité collective comme moyen d'assurer la sécurité du pays mais que, au même moment, elle se gardait une porte de sortie en cas d'échec de cette première politique. Cette porte de sortie, soit la deuxième vitesse de la politique, était un rapprochement avec l'Allemagne. Il faut préciser que la France et la Grande-Bretagne gardaient aussi cette porte ouverte.

⁷ R. A. C. Parker. *Chamberlain and Appeasement : British Policy and the Coming of the Second World War*. New York, St Martin's Press 1993, 388 pages, Donald C. Watt. *How War Came : the Immediate Origins of the Second World War*, New York, Pantheon Books, 1989. Page 112, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 2, *Op. Cit.* Page 390, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 202, Craig R. Nation. *Op. Cit.* Pages 75 et 79, Silvio Pons. *Stalin and the Inevitable War : 1936-41*, London-Portland, Frank Cass, 2002. Page 186, Jonathan R. Delman et Deborah Anne Palmieri, chapitre 5 « Soviet Foreign Policy in the 1930s » dans *The Dynamics of Soviet Foreign Policy*, New York, Harper & Row Publishers, 1989. Page 77 et Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Page 118.

⁸ Craig R. Nation. *Op. Cit.* Pages 101.

Ainsi, selon la simple logique de la survie, l'URSS ne pouvait pas fermer cette porte et risquer de se retrouver isolée sur la scène diplomatique européenne. C'est la raison pour laquelle Michael Carley et Geoffrey Roberts affirment qu'un des moyens utilisé pour éviter une rupture diplomatique était de maintenir des relations commerciales avec l'Allemagne. Étonnement, malgré l'anticommunisme virulent des nazis, l'Allemagne souhaitait aussi poursuivre ces relations économiques, ce qui évita la rupture diplomatique entre les deux pays, du moins pour un temps⁹.

L'existence de cette fameuse politique à deux vitesses a d'ailleurs suscité une polémique au sein de la communauté historique. Plusieurs historiens, dont Richard Raack et Georges-Henri Soutou doutent du fait qu'une alliance avec l'Allemagne n'était qu'une porte de sortie. L'historien Jonathan Haslam, sans être un fervent adhérent de cette thèse, affirme néanmoins qu'il y a eu une opposition à l'intérieur même de l'URSS à l'égard de la sécurité collective, contrairement à Geoffrey Roberts qui soutient qu'elle a fait l'unanimité. Les opposants soviétiques à la politique de Litvinov préféraient plutôt, à l'image de Molotov, établir de bonnes relations avec l'Allemagne. En plus de ce fait vérifiable, le témoignage douteux du transfuge et ancien agent des services de renseignement soviétiques, Walter Krivitsky, reprend les arguments des politiciens de droite de l'époque en laissant entendre que la sécurité collective n'était qu'une diversion servant à dissimuler les réelles intentions de Staline : établir une alliance avec l'Allemagne. Ce fait et cette allégation amènent donc Raack et Soutou à croire que la porte de sortie de la sécurité collective était en fait la véritable politique extérieure soviétique. Ainsi, malgré tous les gestes posés pour l'application de la sécurité collective au cours des années 1930, certains croient que Staline s'est servi de Litvinov comme d'un paravent ; alors que

⁹ Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 99, Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] » *Op. Cit.* Page 158 et Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 23.

Litvinov prônait sincèrement et publiquement la sécurité collective, Staline et Molotov se servaient de lui pour camoufler les réelles intentions soviétiques qui étaient de sceller une alliance avec l'Allemagne dès 1935. Le but de cette alliance était de neutraliser le danger allemand et de canaliser les pulsions guerrières d'Hitler vers l'Ouest. La majorité des tenants de cette thèse soutient que l'URSS n'a jamais dérogé de cette voie jusqu'à ce qu'elle aboutisse au pacte de non-agression germano-soviétique en août 1939. Par contre, Haslam affirme que, malheureusement pour Staline et Molotov, l'Allemagne a refusé les propositions d'alliance soviétiques de façon répétée de 1935 à 1937 et que, faute de mieux, l'URSS n'a eu d'autres choix que de tenter d'établir la sécurité collective¹⁰.

Devant les arguments de chaque camp, il peut paraître difficile de savoir qui a raison. Il est cependant primordial de souligner que les tenants de la thèse selon laquelle l'URSS voulait réellement appliquer la sécurité collective sont ceux qui ont consulté les archives soviétiques rendues partiellement accessibles aux chercheurs occidentaux suite à la chute de l'Union Soviétique. Comme le dit Geoffrey Roberts :

« [To say that the USSR did not genuinely want collective security] is no more than a series of speculations that benefited from the absence of Russian archival evidence and drew strength from cold war atmosphere that pervaded post-war western Soviet Studies »¹¹.

Considérant cette révélation, ce débat semble gagné d'avance par ceux qui affirment que l'URSS souhaitait réellement établir la sécurité collective puisque c'est cette thèse qui est appuyée par des sources, ce qui constitue le fondement de la méthode historique. Les tenants de l'autre école de pensée, n'ayant fondé leur thèse sur aucun document d'archives, peuvent donc difficilement prétendre comprendre les événements passés s'ils n'en ont pas consulté les traces... Il ne faut toutefois pas se

¹⁰ Richard Raack. *Op. Cit.* Pages 1-73, Georges-Henri Southou, *Op. Cit.* Page 74, Jonatham Haslam, « Soviet-German Relations [...] ». *Op. Cit.* Pages 787, 790, 794 et 795, D. C. Watt. *Op. Cit.* Page 113, Walter Krivitsky dans Jonatham Haslam, « Soviet-German Relations [...] ». *Op. Cit.* Page 790,

¹¹ Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 4.

leurrer en pensant que l'URSS vouait un appui inconditionnel à la sécurité collective; elle en avait certes fait sa première option mais, comme le dit l'historien Geoffrey Roberts : « That didn't mean the disappearance of traditional Soviet fears and suspicions regarding other capitalists powers »¹². Tout en tentant d'établir une coalition antinazie (sous-entendu antiallemande), l'URSS a fait de son mieux pour garder le contact avec l'Allemagne afin de ne pas trop dégrader leurs relations diplomatiques et qu'une guerre en découle¹³.

La dynamique de la politique extérieure soviétique

L'existence de telles querelles entre historiens est due à une mauvaise compréhension de la manière singulière dont était menée la politique extérieure soviétique. Elle était le domaine réservé à une élite dirigeante, ce qui ne détonne pas avec la réalité des autres pays. Cependant, la dynamique qui animait les membres de l'élite soviétique était propre à l'URSS et ce mémoire se doit d'en traiter pour bien comprendre les rouages de la politique soviétique.

Les décisions concernant la politique extérieure étaient prises par le gouvernement soviétique, composé de plusieurs hauts dirigeants. Ces derniers, bien qu'ils fussent tous d'allégeance communiste et, pour plusieurs, impliqués dans le mouvement bolchévique ou menchévique depuis l'époque tsariste, n'entretenaient pas une vision monolithique des relations internationales de leur pays. Plusieurs historiens sont d'avis que cela a provoqué une division au sein du gouvernement, créant deux factions : les modérés et les radicaux. Ces derniers, qui comptaient parmi leurs rangs d'éminents dirigeants comme Zhdanov et Molotov, voyaient les relations internationales avec un prisme idéologique . Ils croyaient que l'URSS, seul État

¹² Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 5.

¹³ Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 83.

communiste, devait s'isoler des autres pays capitalistes et saisir chaque occasion pour étendre la révolution communiste. Selon Silvio Pons et Sabine Dullin, Staline, bien qu'il n'était pas un incondicional des radicaux, n'avait pas rejeté cette vision des choses, considérant toujours l'isolationnisme et la révolution mondiale comme une possible éventualité. Michael Carley nie cependant catégoriquement cette affirmation : « Stalin had no ideals; he was a realist and an opportunist and he had been prepared to cooperate for a few years with the bourgeois Governments of Europe [...] »¹⁴. Il n'en reste pas moins que les radicaux privilégiaient aussi, paradoxalement, une alliance avec l'Allemagne selon la tradition du traité de Rapallo. Molotov, en tant que président du gouvernement désirant une certaine continuité dans la diplomatie, adhérait à cette idée.

Les modérés, eux, voyaient les relations internationales soviétiques sous une logique de pure Realpolitik où les intérêts de leur pays passaient avant toutes considérations idéologiques. Plutôt que de prôner l'isolation diplomatique, ils étaient partisans d'une alliance stratégique avec les puissances occidentales pour protéger l'URSS de la menace allemande. Évidemment, Litvinov et les autres partisans de la politique de sécurité collective faisaient parti des modérés.

Devant ces deux factions, Staline jouait le rôle d'avocat du diable, écoutant les arguments de chaque clan et se rangeant du côté du plus convainquant selon les besoins ponctuels de la diplomatie soviétique. Dans certains cas, toutefois, Staline avait simultanément recours aux idées des modérés et des radicaux, ce qui a déjà été identifié comme la « politique à deux vitesses ». Selon Jonathan Haslam, maintenir les divisions politiques entre les modérés et les radicaux permettait à Staline de conserver sa suprématie sur les affaires extérieures selon le principe du dicton

¹⁴ Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 163.

« diviser pour mieux régner ». Fernandez ajoute que cela lui gardait également toutes les portes ouvertes s'il changeait d'avis. Cela explique donc pourquoi l'URSS pouvait parfois négocier avec la France et la Grande-Bretagne tout en menant des négociations parallèles avec l'Allemagne¹⁵.

En plus de l'influence de ces deux factions politiques, trois personnages notoires ont grandement inspiré les décisions prises par l'URSS au cours des années 1930 : Maxime Maximovitch Litvinov, Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov et Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit Staline. Comme il a déjà été mentionné, Litvinov faisait parti du clan des modérés, Michael Carley allant jusqu'à le qualifier de « hardcore realist »¹⁶. Il rejetait en effet toute influence de l'idéologie dans les relations internationales à un point tel qu'il s'est forgé la réputation du fossoyeur de la révolution mondiale, selon Sabine Dullin. Étant un fervent défenseur de la paix, Litvinov incarnait en effet le rapprochement avec les grandes puissances occidentales comme la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Pour ce faire, il préconisait l'établissement d'échanges économiques préliminaires à l'ouverture de plus amples relations diplomatiques. Il va donc sans dire que Litvinov, parce qu'il désirait négocier avec des puissances plutôt hostiles à son pays, avait une tendance marquée pour le compromis dont il a d'ailleurs fait preuve à plusieurs reprises dans les années 1930¹⁷.

¹⁵ Silvio Pons. *Op. Cit.* Pages 47, 68, Stanley Payne. *The Spanish Civil War, the Soviet Union and communism*, New Haven, Yale University Press, 2004. Page 135, Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 155, Sabine Dullin. *Des hommes d'influence; les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001. Pages 16 et 140, Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations » [...], *Op. Cit.* Page 791 et Marisa Fernandez. *The Enigma of the Spanish Civil War : The Motives for Soviet Intervention*, Thèse de maîtrise (Histoire), Université McGill, 2002. Page 59.

¹⁶ Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 166.

¹⁷ Sabine Dullin. *Op. Cit.* Pages 10, 125, 130 et 141.

Malgré le fait qu'il ait plané dans les hautes sphères du pouvoir soviétique, Litvinov ne faisait pas partie du cercle proche de Staline n'entretenant avec lui que des relations professionnelles. Il gardait ses distances face au « patron », comme l'appelait Molotov, et faisait même preuve d'une certaine indépendance d'esprit à son égard. En conséquence, Litvinov n'était pas dans la confiance complète de Staline dont il ne connaissait pas le fond de sa pensée. Il faut aussi préciser que Litvinov était hiérarchiquement soumis à Staline et que, malgré qu'il ait été à la tête du commissariat du peuple aux Affaires étrangères, ne pouvait agir de son propre chef sur la scène diplomatique sans avoir préalablement reçu l'accord du Politburo et de Staline, chef de toutes les décisions. Cela ne l'empêchait cependant pas de prendre des initiatives et de convaincre Staline de leur bien fondé, ce qu'il a fait à plusieurs reprises, parfois avec succès, parfois non¹⁸.

De 1933 à 1935, Litvinov a été un conseiller très écouté par Staline. L'historienne Sabine Dullin soutient que cette influence qu'il avait auprès de Staline était due au fait que l'URSS se devait d'adopter une approche plus conciliante, typique de Litvinov, à cause de sa faiblesse. Cependant, à mesure que l'URSS a gagné en puissance, la tendance au compromis de Litvinov devint moins nécessaire. Ainsi, à la fin de 1936, Staline avait tendance à porter une oreille moins attentive à son commissaire aux Affaires étrangères. De plus, dès 1937, les purges staliniennes diminuèrent l'influence de Litvinov au profit des hauts dirigeants, proches de Staline, qui cumulèrent davantage de pouvoir. Aussi, après la crise de Munich en 1938, des soupçons pesaient sur la loyauté de Litvinov, ce qui diminua sa crédibilité auprès du « patron ».

¹⁸ Sabine Dullin. *Op. Cit.* Pages 26 à 31, 46, 133 et 160.

Litvinov ne faisait pas l'unanimité dans les sphères dirigeantes soviétiques. Ses idées heurtèrent celles des radicaux qui, contrairement à lui, préconisaient une alliance avec l'Allemagne et une politique idéologiquement plus agressive. Tout au long des années 1930, le commissaire aux Affaires étrangères dut se battre pour convaincre Staline que sa politique de sécurité collective était meilleure pour les intérêts soviétiques que ne l'était une alliance avec l'Allemagne. Bien qu'il ait réussi jusqu'à la mi-juillet 1939, la possibilité d'un revirement soviétique vers l'Allemagne n'était jamais bien loin. De plus, Litvinov ne réussit pas à empêcher complètement l'influence des radicaux sur Staline puisqu'il ne convainquit pas ce dernier d'adopter une attitude plus ferme envers l'Allemagne. Staline fit un mi-chemin entre l'avis de Litvinov et celui des radicaux, établissements des accords économiques avec l'Allemagne mais limitant les relations diplomatiques avec elle.

Finalement, Litvinov était en conflit avec Molotov. Chacun se plaignait de la façon de travailler de l'autre, Molotov lui reprochant d'être trop conciliant, Litvinov l'accusant d'être trop porté vers un accord avec l'Allemagne. Molotov, qui était plus proche de Staline et qui réussit à rallier d'éminents dirigeants à son point de vue, eut ultimement le dessus sur Litvinov qui fut renvoyé de son poste en mai 1939 comme il sera vu plus loin dans ce mémoire. Ce constant tiraillement entre Litvinov et Molotov a donné lieu, comme il a déjà été mentionné, à la politique à deux vitesses de Staline, une vitesse étant l'avis de Litvinov, l'autre étant celle de Molotov¹⁹.

Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov était un personnage politique important dans les années 1930 en URSS. Adhérant aux idées des radicaux, il faisait partie de l'entourage proche de Staline. Il était le bras droit de Staline pour les relations

¹⁹ Marisa Fernandez. *Op. Cit.* Page 59, Sabine Dullin. *Op. Cit.* Page 312 et Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 162.

internationales et avait donc une influence importante sur la prise de décisions, influence qui est allée croissant tout au long des années 1930. En plus de présider plusieurs commissions du bureau politique et de devenir le président du gouvernement, Molotov accrut son pouvoir au cours des purges qui commencèrent en 1937. Après le renvoi de Litvinov en mai 1939, il partagea le pouvoir complet sur les relations extérieures de l'URSS exclusivement avec Staline²⁰.

L'historienne Sabine Dullin est d'avis que Molotov prônait un rapprochement diplomatique avec l'Allemagne, considérant que le nazisme était une doctrine moins dangereuse que la social-démocratie. De plus, conformément à la vision idéologique des relations internationales des radicaux, Molotov faisait primer la lutte anti-impérialiste à la lutte antifasciste; l'Occident, avec lequel Litvinov voulait s'allier, était la cible numéro un de Molotov. Pour convaincre Staline d'effectuer un rapprochement avec l'Allemagne et ainsi délaissier la sécurité collective de Litvinov, Molotov discrédita ce dernier auprès du « patron ». Comme l'écrit Haslam : « Whatever Litvinov proposed, Molotov opposed. Litvinov would call Molotov *durak* (fool) on the telephone »²¹. Au fil du temps, et surtout après de nombreux échecs de la politique de sécurité collective, Staline porta une oreille attentive à Molotov. En mai 1939, Staline fut convaincu que Litvinov et sa politique n'étaient pas ce qu'il fallait à l'URSS et le commissaire aux Affaires étrangères fut renvoyé. Molotov reprit les commandes de la politique extérieure soviétique mais cela ne marqua pas un tournant dans l'attitude soviétique; la politique de sécurité collective restait la priorité de Staline. Seul le ton des négociations avait changé. Alors que Litvinov était conciliant et ouvert aux compromis, Molotov était ferme et exigeant. Dullin décrit bien la différence :

²⁰ Sabine Dullin. *Op. Cit.* Pages 260, 265 et 267.

²¹ Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations » [...], *Op. Cit.* Page 788.

« Là où la diplomatie de Litvinov, soucieuse de séduire, recourait au compromis, travaillant toujours aux limites du possible, celle du nouveau commissaire du peuple visait surtout à ne pas faire montre de faiblesse, en restant imperméable à la pression extérieure. Le premier avait des objectifs à long terme tandis que Molotov recherchait des résultats immédiats ».²²

Malgré le fait que les négociations avec l'Occident se poursuivaient, l'attitude de l'URSS envers l'Allemagne changea. La balance se mit à pencher en faveur d'un rapprochement diplomatique avec l'État hitlérien mais Staline n'accorda pas le feu vert à une telle entreprise avant la mi-juillet 1939. À partir de ce moment, cependant, le train se mit en marche pour en arriver à la signature du pacte de non-agression germano-soviétique à la fin août 1939, au grand bonheur de Molotov²³.

Si Litvinov et Molotov ont influencé la politique extérieure soviétique dans les années 1930, c'est Staline qui la dirigeait selon sa propre volonté. Bien qu'il exerçait une influence non négligeable sur la direction de l'URSS au début des années 1930, cette influence est allée grandissante au cours de cette décennie pour devenir totale au tournant de 1937. De nature méfiante, il a souvent invoqué des menaces, réelles ou inventées, pour que plus de pouvoirs lui soient octroyés. De plus, les purges ont eu raison des derniers opposants réels, potentiels ou carrément imaginaires à sa suprématie sur la direction de l'Union Soviétique. L'historien Jonathan Haslam évoque un autre moyen que Staline a trouvé pour affermir sa main mise sur la direction de l'URSS, soit l'arbitrage des radicaux et des modérés. Comme il a déjà été vu, cela a donné lieu à la politique à deux vitesses, stratégie de Staline dont le but était de diviser les autres dirigeants pour les arbitrer et ainsi avoir le dernier mot. Les historiens s'entendent toutefois pour dire que, sur la scène des

²² Sabine Dullin. *Op. Cit.* Page 321.

²³ *Ibid.* Pages 313, 314 et 318, Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page p. 18 et Donald C. Watt. *Op. Cit.* Page 232.

affaires étrangères, c'est Staline et lui seul qui prenait les décisions. Toutes les décisions passaient par son bureau et c'est là que les propositions de subalternes diplomatiques, comme Litvinov, étaient approuvées ou rejetées. Staline y était certes encadré d'autres dirigeants, comme Molotov, Kaganovitch, Voroshilov et Ejov, mais ils faisaient plus office de conseillers que de codirigeants²⁴.

Les historiens ne s'entendent pas sur les principes qui animaient Staline sur la scène internationale. Georges-Henri Soutou et Sabine Dullin sont d'avis que Staline voyait les relations extérieures de l'URSS d'un point de vue idéologique. Selon eux, il considérait la guerre comme un bon moyen de propager la révolution communiste mondiale, qu'il souhaitait toujours. De ce fait, Staline aurait travaillé pour amener l'Allemagne à diriger ses ambitions guerrières vers l'Ouest, laissant ainsi les puissances fascistes et capitalistes se battre et s'affaiblir entre elles. Pendant ce temps, l'URSS prônerait une politique d'isolation diplomatique, ce qui aurait constitué le meilleur moyen pour éviter une guerre. Plusieurs historiens s'opposent toutefois à cette thèse. Selon eux, Staline n'aurait agit que par pure Realpolitik, délaissant complètement l'idéologie et n'agissant que par réalisme et opportunisme. Le fait que l'URSS ait prôné la politique de sécurité collective de 1933 à juillet 1939 semble être une preuve on ne peut plus claire que Staline n'a pas agit selon l'idéologie communiste, une alliance avec les grandes puissances capitalistes y étant diamétralement opposée²⁵.

Sabine Dullin et Silvio Pons soutiennent aussi que Staline n'a jamais fermé la porte à un rapprochement avec l'Allemagne. C'est pour cette raison qu'il n'aurait

²⁴ Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 166, Sabine Dullin. *Op. Cit.* Pages 12, 29, 30 et 42 et Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations » [...], *Op. Cit.* Page 791.

²⁵ Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 8, Sabine Dullin. *Op. Cit.* Pages 141, 155 et 280, Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations » [...], *Op. Cit.* Page 789, Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 152, Donald W. Treadgold. *Twentieth Century Russia*, Boulder and London, Westview Press, 1987. Page 299, Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia* [...], *Op. Cit.* Page 316, Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 186 et Gabriel Gorodetsky. *Op. Cit.* Page 37.

jamais accepté de mener une politique plus ferme à l'égard de l'État nazi comme Litvinov insistait pour le faire. C'est aussi pour améliorer les relations diplomatiques avec l'Allemagne que Staline aurait voulu augmenter les échanges économiques avec elle. Geoffrey Roberts, Donald Treadgold et Michael Carley s'opposent toutefois à cette affirmation, soutenant que le maintien de relations économiques germano-soviétiques n'avaient comme fonction que d'éviter une rupture diplomatique complète afin de ne pas fragiliser la position soviétique sur l'échiquier diplomatique européen²⁶.

Bien qu'ils aient basé leurs travaux sur les archives soviétiques, Dullin et Pons semblent avoir soit oublié quelques informations ou mal consultés ces documents. Si Staline avait bel et bien privilégié une alliance avec l'Allemagne et une politique d'isolation pour l'URSS, il est étonnant que les gestes posés par l'URSS pendant les années 1930, donc décidés par Staline, soient allés dans la direction opposée. Plutôt que de s'isoler et de chercher à tout prix une alliance avec l'État nazi, l'URSS a plutôt misé sur la création d'une grande alliance antinazie avec les grandes puissances occidentales. Les faits donnent donc raison aux Carley, Roberts, Ragsdale et autres.

La sécurité collective mise en application

C'est dans le but d'appliquer la sécurité collective que, dès l'année 1933, l'URSS s'est mise à l'œuvre pour créer la coalition antinazie qui assurerait sa sécurité. Elle se tourna d'abord vers la France avec qui elle avait sensiblement amélioré ses relations en 1932 en signant un pacte de non-agression. Grâce à ce contexte plus propice envers l'URSS, la France était devenue le pivot de la sécurité

²⁶ Sabine Dullin. *Op. Cit.* Page 297, Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 66, Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 26, Donald W. Treadgold. *Op. Cit.* Page 296 et Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 158.

collective en Occident puisqu'elle pourrait inciter les autres puissances à se joindre à la coalition antinazie initiée par l'URSS. Mais non seulement la France était-elle intrinsèquement plus encline à une alliance avec l'URSS, la crainte que le revanchisme allemand lui inspirait la poussa dans les bras des Soviétiques, là aussi dans un esprit de Realpolitik, selon Soutou. La France savait que son armée n'était pas suffisamment puissante pour affronter seule l'armée allemande. Comme le soutient Michael Carley : « 'la simple logique' suggérait l'URSS comme alliée naturelle »²⁷. Peter Jackson ajoute cependant que plusieurs politiciens français ne saisissaient pas la menace que représentait l'Allemagne et qu'ainsi, ils ne croyaient pas devoir agir contre elle. De plus, selon Jackson, plusieurs membres de la droite française rebutait à travailler de paire avec la Russie communiste, ce qui amoindrissait les espoirs soviétiques de réaliser quelque alliance avec la France²⁸.

Suivant cette logique d'État, Louis Barthou, ministre français aux affaires étrangères, avait compris l'importance stratégique de l'Union Soviétique dans une lutte contre l'Allemagne et souhaitait un rapprochement avec elle, adhérant ainsi à la politique de sécurité collective de Litvinov. La France et l'URSS entretenirent donc des échanges militaires de 1933 à 1937. De plus, grâce à cette volonté commune de se protéger de l'Allemagne, l'URSS et la France, représentées respectivement par Barthou et Litvinov, entamèrent des négociations afin d'établir un traité d'assistance mutuelle qui jetterait les bases d'une éventuelle action défensive commune advenant l'éclatement d'un conflit européen. Cependant, avant de pouvoir en arriver à une entente, Barthou fut assassiné en octobre 1934 et dès lors remplacé par Pierre Laval, beaucoup moins sympathique à un rapprochement franco-soviétique. Carley soutient

²⁷ Michael J. Carley. 1939, *L'alliance de la dernière chance : Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2001. Page 58.

²⁸ Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] » *Op. Cit.* Page 153, Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 31, Michael J. Carley. 1939, *L'alliance de la dernière chance [...]*, *Op. Cit.* Page 79 et Peter Jackson. *Op. Cit.* Pages 66 et 179.

que cette opposition était notamment due à son anticommunisme notoire. Malheureusement pour Laval, la cessation des négociations avec l'URSS était diplomatiquement impossible puisqu'elles étaient déjà bien avancées; il n'eut d'autres choix que de poursuivre ce que son prédécesseur avait commencé. Malgré cette obligation, Carley soutient que Laval ne s'en laissa pas imposer et entreprit de vider de leur substance ces négociations dont il ne voulait pas afin que le traité qui en résulterait ait autant de valeur que le papier sur lequel il serait rédigé. Bien qu'il ne put se soustraire à l'établissement d'un pacte d'assistance mutuelle, Laval entreprit avec succès d'éviter « [...] le rapprochement militaire, qui devait normalement être la clef de voûte de l'alliance entre les deux pays [...] »²⁹. De ce fait, l'essence même du pacte lui était retirée, diminuant de beaucoup sa portée; cela a poussé Carley à baptiser ce pacte de « coquille vide ». Le pacte fut néanmoins signé en mai 1935³⁰.

Georges-Henri Soutou ajoute une nuance à l'interprétation de Carley. Selon lui, Laval ne rejetait pas l'idée d'une coopération avec l'URSS; il voyait une alliance avec l'URSS comme un moyen de *dissuader* l'Allemagne et non pas un traité militaire servant à *repousser* une attaque allemande en cas d'échec des négociations. Comme il l'écrit : « C'est probablement là que réside la véritable différence entre Barthou et Laval : on passait d'une stratégie d'action éventuelle, appuyée sur des considérations militaires, à une stratégie de dissuasion purement politique »³¹.

Quelques jours après que le pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle ait été signé, la Tchécoslovaquie fit la demande de s'y joindre. L'URSS avait non seulement intérêt à ce qu'un pays supplémentaire se joigne à son effort d'éviter une

²⁹ Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 63.

³⁰ *Ibid.* Page 57, Pierre Milza. *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Collin, 2008. Pages 172 et 174, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 212 et Michael J. Carley. « Behind Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 167, Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 84.

³¹ Georges-Henri Southou. *Op. Cit.* Page 54.

guerre européenne par l'application de la sécurité collective, mais avait aussi à gagner d'une coopération avec la Tchécoslovaquie à cause de sa frontière commune avec l'Allemagne, ce dont l'URSS ne bénéficiait pas; ce facteur pourrait se révéler utile pour lancer une attaque punitive contre la puissance nazie. Lors des négociations qui suivirent cette manifestation d'intérêt de la part de la Tchécoslovaquie, il fut entendu que l'URSS ne lui apporterait son aide que si la France lui apportait d'abord la sienne. Le reste des négociations fut rapide, faisant en sorte que la Tchécoslovaquie se joignit à ce pacte d'assistance mutuelle en ce même mois de mai 1935. Malgré l'opposition tardive de Laval, l'effort de sécurité collective semblait être en bonne voie³².

Si, de son côté, l'URSS était prête à laisser ses préjugés et ses réserves face aux puissances capitalistes et à s'allier avec elles pour créer un front antinazi, il en est allé autrement pour les dirigeants britanniques et français. Un des principaux obstacles que l'URSS rencontra dans l'établissement de la sécurité collective fut la Grande-Bretagne. Dès les premières tentatives pour établir la coalition antinazie, la Grande-Bretagne fut une des premières à rejeter les offres soviétiques d'y participer. La Grande-Bretagne était satisfaite de la situation dans laquelle l'avait placé le traité de Versailles et entendait bien maintenir le *status quo*, pour son cas du moins. S'étant repliée sur son île, elle ne souhaitait pas conclure d'alliance avec la France, de peur d'être entraînée malgré elle dans un nouveau conflit européen. De plus, plusieurs députés conservateurs, forts au parlement britannique à cette époque, n'étaient pas particulièrement méfiants à l'endroit de l'Allemagne de 1933 à 1935 et ne croyaient donc pas utile d'entrer dans une coalition qui serait dirigée contre elle. Ils croyaient

³² Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 206.

pouvoir négocier avec l'Allemagne et lui accorder quelques concessions pour assouvir ses demandes. De plus, certains historiens avancent qu'ils ont refusé de participer aux politiques soviétiques simplement à cause d'un fossé idéologique. C'est en l'occurrence leur anticommunisme qui les aurait poussés non seulement à refuser toutes les propositions soviétiques, mais aussi à préférer une entente avec l'Allemagne plutôt qu'avec l'URSS³³. D'autres députés, la plupart membres du parti travailliste, se prononcèrent toutefois en faveur d'une alliance défensive avec l'URSS contre l'Allemagne. Malheureusement pour eux, c'est la droite qui était majoritaire au parlement et c'est donc son point de vue qui a été adopté. La Grande-Bretagne s'impliqua donc dans la SDN pour maintenir l'équilibre des pouvoirs en Europe plutôt que de participer à une coalition de dissuasion agressive comme le proposait l'Union Soviétique.

L'appel à la sécurité collective lancé par l'Union Soviétique à la France y a été accueilli de manière différente qu'en Grande-Bretagne. Contrairement à cette dernière, la France était désignée comme une ennemie potentielle dans *Mein Kampf*, ce qui rendait logique une alliance défensive avec l'URSS qui était aussi menacée par les desseins hitlériens. Comme en Grande-Bretagne, la France comptait des partisans d'une alliance avec l'URSS mais à la différence de leurs homologues britanniques, ils faisaient partie du gouvernement et ont donc pu agir selon leur volonté. Cependant, le haut commandement de l'armée française s'opposa à une telle alliance avec une telle véhémence qu'il la fit avorter. En plus de l'opposition des militaires, le gouvernement Blum, favorable à la sécurité collective, fut

³³ Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations [...] », *Op. Cit.* Page 792, Michael Carley dans Gordon Martel, *The Origins of the Second World War Reconsidered; A. J. P. Taylor and the historians*, Londres, Routledge, 1999. Page 85 et David Carlton. *Churchill and the Soviet Union*, Manchester, Manchester University Press, 2000, 234 pages.

éventuellement renversé et un gouvernement moins ouvert à cette politique vint au pouvoir. Le projet de sécurité collective tel que proposé par Maxime Litvinov fut donc abandonné par la France.

Dans les années 1930, la société française était profondément divisée politiquement, ce que Jean-Baptiste Duroselle a appelé la « décadence »³⁴. Par décadence, les historiens entendent une profonde division politique de la société entre droite et gauche; chaque camp ayant sa vision des affaires internes et externes. Alors que la gauche prônait le désarmement et la révision des traités de paix, la droite favorisait l'effervescence du nationalisme et l'adoption de la ligne dure contre une Allemagne potentiellement revanchiste. Comme aucun des deux camps n'arrivait à imposer sa vision à l'autre, aucune prise de décision ne se faisait, amenant un esprit défaitiste envers une Allemagne de plus en plus menaçante et revanchiste. S'en est suivi, selon René Girault, un manque de volonté politique et une inaction diplomatique chronique. À cause de cette incapacité d'agir par elle-même, la France commença à calquer sa politique extérieure sur celle de la Grande-Bretagne en mars 1936³⁵. De ce fait, l'existence de bonnes relations franco-soviétiques signifiait une dégradation des relations franco-britanniques; la France a donc sacrifié une bonne entente avec l'État soviétique de manière à en sceller une avec la Grande-Bretagne. La politique de sécurité collective proposé par l'URSS reçut donc un accueil plus que tiède en Grande-Bretagne et en France.

³⁴ Jean-Baptiste Duroselle. *La politique extérieure de la France. La décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, 568 pages.

³⁵ Georges-Henri Soutou, *Op. Cit.* Page 82 et Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 2, *Op. Cit.* Page 371.

Les réactions aux agressions allemandes

Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, la politique extérieure de ce pays se fit de plus en plus agressive. Il entendait bien briser les chaînes du traité de Versailles et redonner toute sa gloire à une grande Allemagne qu'il se faisait un devoir d'unifier. Pour parvenir à cet objectif, il a posé plusieurs gestes agressifs perpétrés à partir de 1935 jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, fragilisant ainsi la paix européenne.

Le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne

Le premier de ces gestes agressifs fut le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne en mars 1935, auquel la France et surtout la Grande-Bretagne réagirent mollement. Sur ce sujet, la communauté historique est unanime : alors que les Britanniques ne prirent aucune mesure pour faire reculer la menace hitlérienne, la France reçut la nouvelle avec certaines appréhensions, selon Peter Jackson. En effet, pour se prémunir d'une recrudescence de la menace allemande, la France entreprit de créer un ministère de la Défense et de la guerre en cette même année de 1935. De plus, le ministre de l'air, Pierre Cot, réclama d'ajouter une clause de partenariat militaire au pacte d'assistance mutuelle signé avec l'URSS cette même année³⁶. Malheureusement pour lui, le ministère de la Défense s'y objecta, rebutant de faire quelque entente que ce soit avec l'URSS : « They suspected instead that the Soviets desired to foment a war between France and Germany which would leave the USSR the arbiter of a drained and exhausted Europe »³⁷. L'anticommunisme n'était jamais bien loin. Ainsi, au bout du compte, comme le précise Milza, la France et la

³⁶ Pierre Milza. *Op. Cit.* Page 176 et Peter Jackson. *Op. Cit.* Pages 180 et 193.

³⁷ Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 200.

Grande-Bretagne ne firent rien pour empêcher cette violation allemande du traité de Versailles, au grand dam de l'Union Soviétique³⁸.

La remilitarisation de la Rhénanie

Au début mars 1936, Hitler envoya des troupes pour remilitariser la Rhénanie, ce qui était interdit par le traité de Versailles. Pour Silvio Pons, ce geste constitue le premier pas vers la Deuxième Guerre mondiale en Europe. L'URSS vit cet événement comme une preuve de la justesse de la sécurité collective. Malgré tout, la France et la Grande-Bretagne ne réagirent pas. La position britannique ne fait pas l'objet de litige entre les historiens. Ils s'entendent pour dire que cet événement ne relevait pas d'une importance particulière pour elle. Parker précise que le fait que l'Allemagne demande peu après d'être réadmise à la SDN était un gage suffisant de bonne volonté qui prouvait sa bonne foi. Pour cette raison, les Britanniques firent pression sur la France pour qu'elle ne nuise pas à cette réadmission de l'Allemagne dans une institution pacifique comme l'était la SDN³⁹. Pour le commissaire soviétique aux affaires étrangères, le fait que la Grande-Bretagne veuille réadmettre l'Allemagne à la Société des Nations était révoltant :

« The League has no meaning at all unless it stands for collective security... It is impossible to image the League functioning in the direction of collective security if Germany is a member of the League »⁴⁰.

La Grande-Bretagne contribua donc à mettre en échec l'application de la sécurité collective telle qu'entendue par l'Union Soviétique lors de cet épisode. Cela

³⁸ Pierre Milza. *Op. Cit.* Page 176.

³⁹ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 17, Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...], Op. Cit.* Page 132, Michael J. Carley. *1939, L'alliance de la dernière chance [...], Op. Cit.* Page 45 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 61 et 62.

⁴⁰ Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 29.

provoqua la fureur du gouvernement soviétique qui lança une grande campagne de protestation contre l'inaction britannique dans les médias⁴¹.

La position de la France est plus controversée que celle des Britanniques. Certains historiens, dont Parker et Jackson, affirment que la France voulut riposter contre l'agression allemande. Elle suscita la méfiance du gouvernement de Léon Blum qui décida, en réaction à cette agression, d'augmenter le budget de la défense nationale et d'adopter un plan de réarmement terrestre et aérien à la fin de l'année. La remilitarisation de la Rhénanie poussa aussi le premier ministre Léon Blum à autoriser la tenue de conversations militaires discrètes avec l'URSS en novembre de la même année. Cependant, le ministère de la guerre, avec à sa tête Édouard Daladier, s'opposa à ces conversations et les fit échouer, prétendant que l'URSS ne pouvait être d'aucun secours à la France. Parker précise que, malgré la volonté d'agir de certains politiciens, l'avis général était que la France s'opposerait à l'agression allemande si et seulement si elle obtenait l'appui de la Grande-Bretagne, ce qui lui a été refusé⁴². L'historien Michael Carley précise cependant qu'à cause de l'anticommunisme et du pacifisme de l'électorat, presque aucun politicien n'osait s'opposer à l'Allemagne⁴³. Les travaux d'A. J. P. Taylor vont dans le même sens : « They [la France et la Grande-Bretagne] began to improve their defensive position, or so they thought : mainly from fear of Germany, though also to lessen their connexion with Soviet Russia »⁴⁴.

Au bout du compte, et malgré ce désaccord historiographique, il n'en reste pas moins que la France n'a pas plus agité que la Grande-Bretagne. Ce refus d'agir

⁴¹ Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia* [...], *Op. Cit.* Page 132.

⁴² R. A. C. Parker. *Op. Cit* Pages 62 et 64 et Peter Jackson. *Op. Cit.* Pages 236-237.

⁴³ Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 214.

⁴⁴ A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 113.

franco-britannique a provoqué la colère de Litvinov et des dirigeants soviétiques qui croyaient, selon Ragsdale, qu'un ton ferme et qu'un front commun antinazi, conformes à leur projet de sécurité collective, auraient fait reculer l'Allemagne⁴⁵. Goebbels leur donnera plus tard raison.

La guerre civile espagnole

S'il est un évènement des années 1930 qui a suscité la polémique, la guerre civile espagnole remporte facilement la palme d'un des plus orageux. Les historiens ne s'entendent que rarement sur les intentions et gestes posés par les différents partis impliqués, laissant la compréhension de cet évènement entre les mains de l'interprétation des différents points de vue. Pour faire une rapide mise en contexte, les troubles espagnols commencèrent en juillet 1936 alors qu'une portion de l'armée espagnole, menée par des généraux réactionnaires et conservateurs, dont Francisco Franco, se rebella contre le gouvernement national alors formé par un front populaire, composé de sociaux-démocrates, de socialistes et de communistes. Devant cette perspective d'aider un autre sympathisant du fascisme, Mussolini envoya de l'aide militaire, tant de l'armement que des troupes de combat, pour aider les rebelles espagnols. Hitler lui emboîta le pas peu de temps après. Selon Carlton et Carley, l'Allemagne, grâce à son intervention en Espagne, devint ainsi la championne de la lutte contre le communisme pour les idéologues anticommunistes de Grande-Bretagne⁴⁶.

Devant cette situation, la France ne sut comment réagir. Bien que le gouvernement national français ait été formé par un front populaire semblable à celui menacé en Espagne, la majorité de ses membres s'opposa à aider ses homologues

⁴⁵ Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 32.

⁴⁶ Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 159 et David Carlton. *Op. Cit.* Page 50.

espagnols à se défendre contre les rebelles. Alors que certains d'entre eux ne voulaient pas venir en aide à un gouvernement de gauche composé partiellement de communistes, d'autres voulaient simplement éviter d'attiser cette guerre civile en y impliquant des puissances étrangères de peur qu'elle ne devienne une guerre européenne généralisée. Finalement, d'autres politiciens comme Léon Blum ont refusé de venir en aide à la République espagnole craignant que l'implication de la France dans un conflit armé ne déstabilise la société et le gouvernement français déjà sous l'emprise de la *décadence*. Ainsi, pour se donner bonne conscience et pour éviter que la guerre civile espagnole ne devienne un conflit européen, la France adopta une politique de non-intervention qui consistait à ce que tous les pays s'abstiennent d'aider un des deux camps espagnols, les laissant régler leurs différends entre eux⁴⁷.

La Grande-Bretagne se rallia avec empressement à cette politique de non-intervention. En effet, en plus de craindre une victoire de la République espagnole, les conservateurs britanniques et le haut-commandement de l'armée britannique appuyaient majoritairement le mouvement rebelle fasciste espagnol qu'ils voyaient comme le rempart contre la propagation du communisme en Europe. Ils croyaient aussi que les rebelles remporteraient une victoire rapide, ne permettant pas à l'armée britannique de venir en aide à quelque parti que ce soit avant la fin du conflit. De plus, la majorité des députés britanniques ne voyait pas pourquoi leur pays devait porter assistance à la République espagnole alors qu'il n'y avait aucun intérêt de quelque sorte que ce soit. Finalement, comme c'était le cas pour plusieurs politiciens français, ceux de la Grande-Bretagne craignaient que la participation de plusieurs puissances étrangères dans le conflit étende cette guerre à l'ensemble de l'Europe, ce

⁴⁷ Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 160, Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 201 et Robert J. Young dans Gordon Martel. *Op. Cit.* Page 78.

qu'ils ne souhaitent évidemment pas. La Grande-Bretagne resta donc aussi à l'extérieur du conflit espagnol sous couvert de la politique de non-intervention⁴⁸.

Les historiens ont de la difficulté à déterminer les intentions soviétiques dans le conflit espagnol puisque peu d'archives sont accessibles sur le sujet. L'historien Donald Treadgold affirme que, dès l'éclatement du conflit, l'URSS s'est retrouvée devant un épineux dilemme : elle pouvait intervenir pour aider la République espagnole au risque de s'aliéner l'opinion franco-britannique ou ne rien faire et laisser mourir un front populaire idéologiquement proche d'elle. Rejetant la dernière option, elle proposa à la France et à la Grande-Bretagne l'établissement d'un front commun, selon les principes de la sécurité collective, afin de bloquer l'avancée des rebelles aidés par l'Allemagne et l'Italie. Alors que les Britanniques refusèrent d'entériner un pacte avec les Soviétiques, la France stagnait dans une attitude d'attente passive, paralysée par les conflits internes et sa faiblesse militaire. Malgré cet autre refus occidental, l'idée de rester spectatrice était insupportable pour Staline, selon Pons. Ainsi, puisque les rebelles étaient aidés par deux puissances fascistes, Staline décida d'envoyer des troupes pour aider la République espagnole et ainsi rétablir l'équilibre des forces. Carley et Neilson affirment que cette intervention fut motivée d'abord par la volonté de ne pas laisser le champ libre aux agresseurs fascistes et par le désir de ne pas voir la création d'un nouvel État fasciste aussi menaçant que ceux déjà en place⁴⁹.

⁴⁸ Geogres-Henri Soutou, *Op. Cit.* Page 80, Keith Neilson, *Op. Cit.* Page 190, Michael J. Carley, « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 160 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 82.

⁴⁹ Donald W. Treadgold. *Op. Cit.* Pages 53-54 et 303, Michael J. Carley, Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 103. « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 161, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 215 et Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 55 et Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Page 189.

Les réelles intentions de l'Union Soviétique, en participant à la guerre civile espagnole aux côtés de la République, sont nébuleuses pour plusieurs historiens. Les archives contenant les documents qui pourraient révéler ces intentions ne sont que partiellement accessibles et, comme les historiens sont peu nombreux à les consulter, la plupart interprète librement les intentions soviétiques. De cette interprétation, trois courants de pensée ont marqué l'historiographie. Le premier soutient qu'en intervenant en Espagne, l'URSS voulut faire la révolution mondiale. Cette thèse trouve peu d'adhérents parmi la communauté historique. Son principal représentant est Silvio Pons qui croit que les hauts dirigeants soviétiques voyaient les relations internationales par un prisme idéologique marxiste selon lequel l'URSS était encerclée par des États capitalistes. Comme le gouvernement légitime de la République espagnole était composé partiellement de communistes, les idéologues soviétiques désiraient profiter de cette possibilité facile et intéressante de noyauter les forces communistes espagnoles pour en prendre le contrôle et ainsi propager la révolution communiste en Espagne. Toutefois, les plus illustres historiens spécialisés dans l'étude de la guerre civile espagnole, tels Anthony Beevor, Stanley Payne et Pierre Broué rejettent la thèse de la révolution mondiale du revers de la main. Michael Carley, Marisa Fernandez et Jonathan Haslam sont aussi de cet avis. Certains historiens vont même plus loin en affirmant que, lors de la guerre civile espagnole, une révolution communiste était en gestation en Espagne mais que, au lieu de l'attiser, l'URSS l'a écrasée afin de prouver sa bonne volonté à la France et la à Grande-Bretagne de manière à les inciter à adhérer à la sécurité collective. Ainsi, la thèse selon laquelle l'URSS aurait voulu faire la révolution mondiale semble irrecevable⁵⁰.

⁵⁰Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 68, Anthony Beevor. *La guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006. Pages 206 et 227, Stanley Payne. *Op. Cit.* Pages 109, 123, 191 et 229, Pierre Broué. *Staline et la*

La deuxième thèse concernant les raisons qui ont motivé les Soviétiques à aider la République espagnole est qu'ils auraient voulu mettre la main sur les réserves d'or de l'Espagne. Les historiens Daniel Kowalsky, Marisa Fernandez et Stanley Payne soutiennent que l'URSS fut payée pour toute l'aide qu'elle apporta à la République espagnole et ce, de 1936 jusqu'en 1939. Ils avancent même que dans plusieurs cas, l'URSS a fait payer cette aide trop cher aux Espagnols. Marisa Fernandez avance que l'URSS voulait faire de son appui à l'Espagne une œuvre lucrative. Kowalsky ne va cependant pas aussi loin, soutenant plutôt que l'URSS, même si elle a fait payer son aide à l'Espagne, lui a été fidèle jusqu'au bout en l'appuyant jusqu'à la toute fin de la guerre civile en 1939⁵¹. L'URSS a donc certes reçu de l'argent en échange de l'aide apportée à la République espagnole, mais cela ne démontre pas que d'empocher l'or espagnol était son principal motivateur, si jamais il en était un.

Le troisième courant de pensée expliquant l'intervention soviétique lors de la guerre civile espagnole soutient que l'URSS voyait cette intervention comme un moyen de montrer la sécurité collective comme un moyen viable de lutter contre les agressions allemandes. Pons affirme que Litvinov considérait de prime abord la politique de non-intervention comme intéressante puisqu'elle offrait une solution collective pour éviter un conflit européen. Si elle était mise en application et que l'Allemagne et l'Italie retiraient leur appui aux rebelles espagnols, le conflit espagnol serait confiné à l'Espagne seule. Ainsi, dans cette logique, le premier geste posé par l'URSS dans lors de la guerre civile espagnole fut de se joindre au comité de non-

Révolution: le cas espagnol, Paris, Fayard, 1993. Page 69, Marisa Fernandez. *Op. Cit.* Page 45 et Jonathan Haslam. *The Soviet Union and the Threat from the East, 1933-41: Moscow, Tokyo, and the Prelude to the Pacific War*, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 1992, Page 56 et Michael J. Carley, « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 154.

⁵¹ Daniel Kowalsky. *Staline and the Spanish Civil War*, New York, Columbia University Press, 2004. Page 161, Marisa Fernandez. *Op. Cit.* Pages 48, 72, 82-83 et 99 et Stanley Payne. *Op. Cit.* Pages 152, 157, 162 et 163.

intervention proposé par la France. Bien que l'Allemagne et l'Italie se joignirent aussi à la politique de non-intervention, elles continuèrent d'appuyer impunément les rebelles espagnols comme elles le faisaient avant leur adhésion à la non-intervention. L'Union Soviétique s'en insurgea. Elle demanda dans un premier temps aux deux puissances fascistes de respecter la politique de non-intervention et, dans un deuxième temps, fit pression sur la France et la Grande-Bretagne pour qu'elles fassent appliquer cette politique en forçant les nations récalcitrantes et cesser toute aide aux rebelles. Ces deux démarches n'aboutirent à rien selon Pons. Devant ces faits, Litvinov proposa d'adopter un ton diplomatique plus ferme face à l'Allemagne mais cette proposition fut rejetée à l'intérieure même de l'URSS par le Politburo. Plusieurs hauts dirigeants soviétiques, dont Staline lui-même, croyaient plutôt qu'une politique plus dynamique et agressive en Espagne même serait le meilleur moyen pour gagner la France et la Grande-Bretagne à la sécurité collective⁵². Comme l'écrit Stanley Payne :

« Stalin's goal was to brace the Republican war effort... and through the struggle in Spain hold at bay Germany and Italy while winning the support from France for the new Russian policy of collective security »⁵³.

De ce fait, l'URSS évitait une mort rapide à la République espagnole et espérait convaincre la France et la Grande-Bretagne d'abandonner leur inefficace politique de non-intervention pour venir lutter contre la menace fasciste auprès d'elle et de l'Espagne. Pour concrétiser ce souhait, l'URSS envoya, dès le début du mois d'octobre 1936, des armes à la République espagnole pour qu'elle puisse résister aux rebelles fascistes. Au milieu du mois, des techniciens et des conseillers militaires

⁵² Silvio Pons. *Op. Cit.* Pages 42 à 57.

⁵³ Stanley Payne cité dans Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 188.

furent envoyés en Espagne pour former du nouveau personnel de l'armée républicaine⁵⁴.

Mais si les motifs de cette intervention restent sujets à controverse, ses résultats sont admis par tous. L'intervention soviétique fut mal vue par la France et la Grande-Bretagne. Non seulement ne les convainquit-elle pas de se joindre à la sécurité collective mais elle suscita un vif sentiment d'anticommunisme en Occident puisque son intervention était perçue, à tort comme il a été vu, comme une tentative de révolution communiste. Cela n'a évidemment pas manqué de menacer gravement la politique de sécurité collective, éloignant diplomatiquement l'URSS de sa potentielle alliée qu'était la France. Devant ces résultats catastrophiques pour sa politique extérieure, Litvinov implora Staline d'abandonner l'intervention soviétique en Espagne pour que cesse l'hostilité franco-britannique à leur égard. Comprenant que d'intervenir en Espagne était nuisible pour la diplomatie de son pays, Staline lui prêta une oreille attentive et, dès 1937, l'aide soviétique apportée à la République espagnole diminua progressivement pour s'arrêter complètement en 1939, après l'effondrement complet de la République espagnole. Malgré cette preuve de bonne volonté de la part de l'URSS et malgré la violation flagrante de la politique de non-intervention par l'Allemagne et l'Italie, la sécurité collective soviétique ne fut jamais mise en œuvre en Espagne; elle fut même compromise à cause de l'implication soviétique aux côtés de la République espagnole⁵⁵.

⁵⁴ Michael J. Carley, « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Pages 54 et 174.

⁵⁵ Keith Neilson. « Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 189, Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 95, Michael J. Carley, « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Pages 163-164, Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 82 et A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 125, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 215, Silvio Pons. *Op. Cit.* Pages 57 et 113 et Stanley Payne. *Op. Cit.* Pages 306 et 316.

L'Anschluss

Après le déclenchement de la guerre civile espagnole à la fin de l'été 1936, l'année 1937 fut exempte de nouvelles agressions allemandes, si l'on met à part le fait que l'appui allemand aux rebelles espagnols se poursuivait. Il fallut attendre au printemps de 1938 pour qu'en survienne une nouvelle : l'Anschluss, soit l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne.

Les historiens ne s'entendent pas, une fois de plus, sur la réaction de l'URSS face à cette nouvelle agression allemande. Silvio Pons prétend que Litvinov et les autres dirigeants soviétiques n'ont pas bronché devant cet évènement mineur. En soi, l'invasion consentante de ce pays puis son incorporation au Reich ne devait pas provoquer de grandes vagues sur la scène diplomatique européenne et ne relève pas d'une si grande importance dans la montée des tensions. Geoffrey Roberts et Hugh Ragsdale s'opposent toutefois à cette affirmation et soutiennent que l'Anschluss a été prise très au sérieux par l'URSS. En plus de s'être déroulée en plein cœur de l'Europe, l'annexion de l'Autriche faisait de la Tchécoslovaquie, une alliée de l'URSS, la prochaine cible de l'Allemagne. Cela n'a pas manqué de faire réagir l'URSS qui, en plus d'être opposée à toute forme d'agression allemande, était alliée à la Tchécoslovaquie menacée. Roberts rapporte que cela a amené Litvinov à affirmer que cette agression était la menace la plus sérieuse à la paix européenne depuis le déclenchement de la Première Guerre mondiale⁵⁶. Ragsdale renchérit en écrivant :

« Realizing the significance of this event for the fate of the whole of Europe, and particularly of Czechoslovakia, the Soviet Government, immediately after the *Anschluss*, officially approached the other European Great Powers with a proposal for an immediate collective deliberation on the possible consequences of that event, in order to adopt collective preventive measures »⁵⁷.

⁵⁶ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 114, Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 50 et Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 107.

⁵⁷ Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 107.

Malheureusement pour Litvinov et les partisans de la sécurité collective, la France et la Grande-Bretagne ne daignèrent même pas répondre à la proposition soviétique. La France, en plus de ne pas accorder d'importance stratégique à l'Autriche, croyait que l'Anschluss était légitime puisque cela cadrerait avec le principe d'autodétermination des peuples, alors qu'un pays allemand se fusionnait à un autre. De son côté, la Grande-Bretagne, qui croyait, hors de ses colonies, aussi au principe d'autodétermination des peuples, était d'avis que l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne était le fruit d'un manque de médiation qui avait mené à une action radicale. Neville Chamberlain, devenu premier ministre, croyait qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter de l'Anschluss car cette crise n'était le fruit que d'un manque de médiation, d'une erreur de parcours isolée. L'Anschluss le convainquit donc qu'il fallait négocier davantage avec l'Allemagne, renforçant sa confiance en la politique d'*appeasement*. La sécurité collective fut encore une fois mise de côté à cause du refus franco-britannique d'y participer⁵⁸.

La crise tchécoslovaque

Comme la réalisation de l'Anschluss l'avait prédit, la prochaine cible contre laquelle l'Allemagne allait se retourner fut la Tchécoslovaquie. Deux mois après l'Anschluss, soit en mai 1938, l'Allemagne se préparait à l'invasion des Sudètes tchécoslovaques, région où se trouvait une importante population germanophone qu'Hitler souhaitait incorporer dans le Reich. D'emblée, les historiens ne s'entendent pas sur les intentions d'Hitler à ce moment; Donald Watt soutient qu'il ne souhaitait pas la destruction complète de la Tchécoslovaquie mais uniquement l'annexion des

⁵⁸ A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Pages 135 et 137, Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 253 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 163.

Sudètes à l'Allemagne⁵⁹. Cependant, la grande majorité des historiens s'entend pour dire que l'annexion des Sudètes n'était en réalité qu'un prétexte pour détruire la Tchécoslovaquie, comme en fait foi Jackson :

« Even Bonnet, the high-priest of French appeasement, understood that Hitler would not be satisfied with concessions over Sudetenland, but instead desired to erase Czechoslovakia from the map of Europe »⁶⁰.

Cette thèse semble beaucoup plus crédible que le point de vue de Watt, qui reflète la pensée des partisans de l'*appeasement* de l'époque et non un travail de recherche sérieux.

Le 20 février 1938, Hitler avait prononcé un discours au Reichstag annonçant son intention « to force changes in the position of Germany in Austria and Czechoslovakia »⁶¹. Comme il s'était déjà impunément occupé de l'Autriche au printemps, il était à prévoir qu'il se retournerait d'ici peu vers la Tchécoslovaquie. N'attendant pas d'être mise devant le fait accompli, l'URSS prêcha en mai, de manière préventive, la résistance à une éventuelle agression allemande contre la Tchécoslovaquie prévue pour septembre. Le but de cette manœuvre était, selon Roberts, de dissuader l'Allemagne de poser quelque geste agressif que ce soit, croyant qu'elle n'oserait pas commettre une nouvelle agression devant un front uni s'y opposant. Avec le recul historique et l'accès aux archives allemandes de cette époque, Parker a démontré que tous les généraux allemands étaient d'avis qu'Hitler n'aurait pas osé s'en prendre à la Tchécoslovaquie s'il y avait eu un front uni pour l'en dissuader⁶². Ce ne fut cependant pas le cas.

⁵⁹ Donald C. Watt. *Op. Cit.* Page 142.

⁶⁰ Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 263.

⁶¹ R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 134.

⁶² Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 49 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 153.

Afin d'ajouter du poids à son appel à la sécurité collective, l'URSS proclama qu'elle était prête à venir en aide à la Tchécoslovaquie si elle était attaquée par l'Allemagne. Elle posait cependant une condition à cette aide; elle ne voulait pas l'apporter seule, la France devait aussi s'impliquer. Pour l'Union Soviétique, cette manière de faire tenait du bon sens; elle croyait que le seul moyen de mettre fin à la série d'agressions allemandes était de l'arrêter en Tchécoslovaquie. Silvio Pons soutient cependant que l'URSS n'avait en réalité ni l'intention ni les moyens de venir en aide à la Tchécoslovaquie et que cette proclamation d'aide ne devait servir qu'à se donner belle figure⁶³. Qu'en est-il réellement? Nul ne pourra le dire avec certitude tant que les archives soviétiques ne seront pas accessibles.

Mais si l'on s'en tient aux gestes posés par l'URSS, elle a affirmé, le 4 mai 1938, qu'elle honorerait le pacte d'assistance mutuelle signé avec la France et la Tchécoslovaquie en 1935 en aidant cette dernière à se défendre contre une agression. Ce pacte stipulait cependant que les Soviétiques n'étaient tenus d'intervenir que si la France intervenait d'abord, et ils entendaient respecter cette clause. Recevant l'appel soviétique à résister collectivement à une agression allemande, les démocraties occidentales se dirent « embarrassées » par une telle proposition et la Grande-Bretagne la balaya du revers de la main⁶⁴.

L'historien Hugh Ragsdale croit, à l'inverse de Pons, que l'URSS voulait sincèrement aider la Tchécoslovaquie. Selon lui, le refus britannique et l'hésitation française à aider ce pays n'ont pas été un prétexte pour abandonner les obligations auxquelles les Soviétiques étaient liés à cause du pacte d'assistance mutuelle. Ayant consulté les mémoires du maréchal soviétique M. V. Zakharov, l'historique officiel

⁶³ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 126, Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Pages 49 et 55, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 2, *Op. Cit.* Page 376, Keith Neilson, « Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 199 et Hugh Ragsdale, *Op. Cit.* Page 128.

⁶⁴ Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 206 et A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Pages 163-164 et 167.

de la Deuxième Guerre mondiale du ministère de la défense soviétique et l'historique militaire officiel de l'ex-Tchécoslovaquie, il soutient que ces documents font état d'une mobilisation de l'Armée rouge en vue de soutenir la Tchécoslovaquie. L'Union Soviétique a, selon ces documents, mobilisé un grand nombre d'unités d'infanterie, des chars d'assaut, d'avions et de réservistes. Il mentionne : « The published Soviet documentation is by no means spare; Western historians have simply paid little attention to it »⁶⁵. Les documents qu'il a consultés prouvent, selon Ragsdale, que les Soviétiques avaient bel et bien l'intention d'aider la Tchécoslovaquie. Mais il n'a pas arrêté ses recherches archivistiques là; ayant consulté les archives de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, il a découvert que ces pays ont été témoins de la mobilisation de l'armée soviétique sur la frontière occidentale de l'URSS au moment de la crise tchécoslovaque. De plus, un document tchécoslovaque fait état d'une entente qui aurait été conclue entre la Tchécoslovaquie et l'URSS selon laquelle cette dernière aurait promis une aide de 700 avions advenant le cas où elle serait victime d'une invasion allemande. Ce qui est étrange, toujours selon Ragsdale, est que la Grande-Bretagne et la France n'étaient pas au courant de cette vaste mobilisation soviétique et ont agit en tant que tel. Ce manque d'information poussa la Grande-Bretagne à affirmer que la position soviétique au cours de la crise tchécoslovaque n'était pas claire, ne contribuant pas à la rallier à la sécurité collective. Michael Carley contredit cependant Ragsdale et soutient que la France était au courant de la mobilisation soviétique mais que, malgré cela, elle n'a pas dérogé de sa décision de ne pas aider son alliée tchécoslovaque⁶⁶.

Malgré ces preuves matérielles des actions de l'URSS, l'historien Richard Raack affirme qu'elle n'a posé aucun geste pour prouver sa bonne volonté :

⁶⁵ Hugh Ragsdale, *Op. Cit.* Page 112.

⁶⁶ Hugh Ragsdale, *Op. Cit.* Pages 112 à 117, 119 et 124 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 165.

« In fact, throughout the Sudeten crisis, in the months before Munich, Stalin never made a real effort, except in words, to encourage the resistance of his potential allies by a show of strength against Hitler's demands [...] »⁶⁷.

Si Raack s'était donné la peine de consulter les archives soviétiques, il aurait pu éviter de proférer de tels propos infondés qui ne font que perpétuer inutilement les conflits historiographiques.

Jonathan Haslam renforce le contenu des recherches de Ragsdale en affirmant que l'Armée rouge était assez forte pour aider efficacement la Tchécoslovaquie contre une attaque allemande. Pour fonder cette affirmation, il s'inspire de la défense plus qu'efficace que l'Armée rouge a effectuée contre les incursions japonaises en territoire soviétique en cette même année de 1938. Keith Neilson le contredit toutefois à l'aide du contre-exemple de la guerre d'hiver contre la Finlande que l'URSS mènera en 1940. Selon lui, les piètres performances de l'armée soviétique contre la Finlande sont une preuve que l'URSS n'était pas en mesure d'aider militairement qui que ce soit au moment de la crise tchécoslovaque. Neilson commet toutefois l'erreur de considérer les performances de l'Armée Rouge de 1940 et non pas celles qu'elle avait lors de la crise tchécoslovaque. Les faits sont clairs et admis par tous : l'URSS s'est très bien défendue contre les incursions japonaises en 1938 et 1939. Devant ces faits vérifiables, il n'y a pas de raisons de croire qu'il en aurait été autrement en Tchécoslovaquie *à la même période*. Il semble donc plus approprié de croire que Ragsdale a raison⁶⁸.

La réaction de la Grande-Bretagne à la menace allemande pesant sur la Tchécoslovaquie fut de nature toute autre que celle de l'Union Soviétique. Alors que

⁶⁷ Richard C. Raack. *Op. Cit.* Page 19.

⁶⁸ Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations [...] », *Op. Cit.* Page 786 et Keith Neilson. « Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 200

cette dernière voulait intervenir dans la crise et convaincre les autres puissances de se joindre à elle, la Grande-Bretagne refusa catégoriquement d'y participer. En plus de vouloir éviter une guerre à tout prix, Chamberlain croyait que la Tchécoslovaquie était indéfendable contre une attaque allemande. Michael Carley ajoute que la Grande-Bretagne ne voyait aucun intérêt à aider la Tchécoslovaquie pour laquelle elle n'était même pas « prête à lever le petit doigt »⁶⁹. Se basant sur ces prémices, il était ainsi préférable de négocier l'abandon des Sudètes à l'Allemagne pour ainsi sauver le reste de la Tchécoslovaquie. Le gouvernement britannique alla jusqu'à faire pression sur la France pour qu'elle s'abstienne aussi d'aider la Tchécoslovaquie, l'incitant ainsi à ne pas honorer le traité d'assistance mutuelle signé avec la elle en 1935. La politique britannique se trouvait donc à des années lumière de la sécurité collective de l'Union Soviétique⁷⁰.

La position française lors de la crise tchécoslovaque fut plus hésitante que celle de la Grande-Bretagne. Le gouvernement français était très divisé à savoir s'il fallait ou non honorer le traité d'assistance mutuelle de 1935 signé avec la Tchécoslovaquie. Une majorité de la population française voulait que leur gouvernement honore ce traité et Édouard Daladier, chef du gouvernement français au moment de la crise, voulait aussi adopter un ton ferme face à Hitler. Cependant, le haut commandement militaire français se prononça à majorité contre une intervention militaire en Tchécoslovaquie, soutenant que l'armée française accusait un retard important dans ses capacités militaires et industrielles face à l'Allemagne. De plus, le gouvernement français accordait beaucoup d'importance à sa

⁶⁹ Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 221.

⁷⁰ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 127, A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Pages 153, 179 et 182, R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 136-137 et 141, Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 103, Keith Neilson. *Op. Cit.* Page 251 et Donald C. Watt. *Op. Cit.* Page 143.

collaboration avec la Grande-Bretagne qui, rappelons-le, avait opté pour ne pas intervenir dans le conflit. Finalement, le gouvernement français doutait de la capacité de l'armée soviétique de venir en aide à la Tchécoslovaquie. Aussi, malgré le fait que l'Armée Rouge se soit mobilisée, la France se croyait seule, sans appui possible de l'URSS. Au bout du compte, Daladier se laissa convaincre de ne pas venir en aide à la Tchécoslovaquie à cause de l'infériorité militaire française, de la peur qu'une implication dans le conflit ne provoque des tensions internes importantes en France et pour préserver de bonnes relations avec la Grande-Bretagne. Il remit la politique extérieure française entre les mains de la Grande-Bretagne à laquelle il donna carte blanche⁷¹.

La suite des évènements est bien connue. Hitler se montra réticent à accepter le compromis proposé par la France car il freinait son ambition cachée de conquérir toute la Tchécoslovaquie. Devant cette situation, Chamberlain demanda la médiation de Mussolini, ce « César de carnaval »⁷² aux dires de plusieurs, ce qui donna lieu à la conférence de Munich où la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie décidèrent du sort de la Tchécoslovaquie. Cette dernière, tout comme l'URSS, fut exclue de cette conférence qui allait sceller son sort en cédant les Sudètes à l'Allemagne. Malgré le fait que Chamberlain ait été persuadé que cette entente signifiait la paix pour l'Europe, les ministres de son cabinet étaient sceptiques et ne croyaient pas à cette paix soit disant durable. Et ils avaient bien raison : plutôt que d'apaiser Hitler, l'accord de Munich le frustra, voyant en l'intervention franco-

⁷¹ R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 143, A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Pages 18, 157 et 182, Peter Jackson. *Op. Cit.* Pages 264, 278, 280, 283-284, Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Pages 44 et 153, Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 51 et Michael J. Carley. « Only the USSR [...] partie 1, *Op. Cit.* Page 218 et partie 2 pages 375 et 381.

⁷² R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 140.

britannique de l'ingérence diplomatique qui l'avait privé de faire main basse sur l'entièreté de la Tchécoslovaquie⁷³.

Selon plusieurs historiens, l'accord de Munich marqua un cuisant échec pour la sécurité collective soviétique. L'URSS n'avait pas réussi à créer une coalition qui empêcherait le démembrement de la Tchécoslovaquie, ce qui advint en septembre 1938. Comme un malheur n'arrive jamais seul, la crise tchécoslovaque eut comme effet d'élargir le fossé diplomatique séparant la France et de la Grande-Bretagne de l'Union Soviétique, laissant cette dernière isolée et ignorée. Devant ces faits, certains historiens dont David Carlton et Geogres-Henri Soutou sont d'avis que cet échec marqua la fin de la politique de sécurité collective pour l'URSS. Taylor affirme quant à lui qu'après Munich, l'Union Soviétique s'isola volontairement de l'Occident. Par contre, il se contredit lui-même dans le même ouvrage en affirmant que c'est l'Occident qui l'a exclue de la scène diplomatique européenne pour les six mois qui ont suivi Munich. Il écrit aussi : « Nothing was done [...] to secure Soviet friendship »⁷⁴.

Jonathan Haslam et Michael Carley ne sont toutefois pas d'accord avec la thèse selon laquelle l'échec de Munich aurait mis fin à la sécurité collective. Ils reconnaissent la gravité de l'échec de cet accord mais affirment qu'il a *presque* tué la sécurité collective, sans y parvenir complètement. Toutefois, bien que Litvinov soit demeuré en poste et qu'il ait gardé foi en sa politique, il n'en reste pas moins que son pays arrêta de prendre l'initiative sur la scène européenne, se contentant de garder les

⁷³ *Ibid.* Pages 182 et 191.

⁷⁴ A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 197.

portes ouvertes à une éventuelle alliance antinazie⁷⁵. Comme il sera vu incessamment, la suite des évènements tend à donner raison à ces derniers historiens.

Les négociations du printemps et de l'été 1939

Comme il a déjà été dit, le cuisant échec de la sécurité collective à Munich a condamné l'Union Soviétique à une isolation forcée pendant plusieurs mois. Comme la France et la Grande-Bretagne avaient superbement ignoré son appel à la sécurité collective lancé lors de la crise tchécoslovaque et que depuis, aucune nouvelle agression allemande n'avait perturbé la scène européenne, l'URSS se trouvait diplomatiquement neutralisée. Les choses changèrent cependant en mars 1939, moment où l'Allemagne brisa la promesse qu'elle avait faite en signant l'accord de Munich; elle qui ne devait plus envahir aucun territoire étranger venait d'envahir le reste de la Tchécoslovaquie. Lors de l'accord de Munich, la France et la Grande-Bretagne avaient donné la garantie à la Tchécoslovaquie qu'elles l'aideraient à se défendre si elle venait à être attaquée par l'Allemagne après son démembrement. Elles n'honorèrent toutefois pas leur promesse et restèrent passives pendant que l'Allemagne bafouait aussi sa promesse⁷⁶.

Cette nouvelle agression allemande provoqua un séisme sur la scène diplomatique européenne. La majorité des politiciens français et britanniques qui avaient jusqu'alors douté de la menace que représentait l'Allemagne nazie prirent désormais conscience de ce danger. Peter Jackson affirme qu'à partir de ce moment, la France devint la chef de file en matière de diplomatie européenne et que ce fut elle

⁷⁵ Donald C. Watt. *Op. Cit.* Page 113, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 2, *Op. Cit.* Page 391, Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 98, Silvio Pons. *Op. Cit.* Pages 126 et 129, David Carlton. *Op. Cit.* Page 66, Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 150 et A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Pages 187 et 192 et Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 222.

⁷⁶ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 150, R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 200, A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 203 et Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 172.

qui pressa, jusqu'au début de la guerre, la Grande-Bretagne et l'URSS de conclure une alliance militaire tripartite afin de se prémunir contre l'Allemagne. Parker affirme qu'en avril, la France proposa une entente bipartite à l'URSS, laissant la Grande-Bretagne de côté. La proposition ne fut cependant pas acceptée par l'URSS qui fit la contre-proposition d'une alliance tripartite avec la Grande-Bretagne⁷⁷.

Donald Watt soutient au contraire que c'est la Grande-Bretagne qui a mené le bal, envoyant des ambassadeurs en URSS pour y vanter la bonne foi britannique et conclure une alliance avec les Soviétiques. Taylor le soutient et affirme que Chamberlain ébaucha lui-même une proposition de sécurité collective qu'il désirait appliquer avec la France, la Pologne et l'URSS afin de protéger la Roumanie qu'il croyait, à tort, menacée par l'Allemagne. Avant que des discussions sérieuses ne puissent avoir lieu, la Pologne rejeta l'offre du revers de la main, refusant de s'allier avec les Soviétiques qu'elle exérait. Michael Carley, sans nier que la Grande-Bretagne fit cette proposition, s'oppose à l'affirmation selon laquelle ce sont les Britanniques qui ont pris l'initiative diplomatique, soutenant plutôt que c'est l'Union Soviétique qui l'a prise et ce, jusqu'en août 1939. Pons et Roberts lui donnent raison dans la mesure où ils démontrent que c'est effectivement l'URSS, et non la France ni la Grande-Bretagne, qui a proposé un pacte tripartite en avril 1939, pacte qui tomba à l'eau suite à son rejet par la Grande-Bretagne⁷⁸.

Si les historiens ne s'entendent pas sur le pays qui a guidé la diplomatie européenne à partir d'avril 1939, tous s'entendent pour dire que l'invasion du reste de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne a rendu l'opinion publique occidentale plus favorable à une alliance avec l'Union Soviétique. En France, plus particulièrement,

⁷⁷ Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 328 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 223-224.

⁷⁸ Donald C. Watt. *Op. Cit.* Page 118, A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 207, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 2, *Op. Cit.* Page 390, Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 157 et Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 61.

les politiciens savaient désormais qu'une guerre contre l'Allemagne était inévitable. Les services de renseignement la soupçonnaient de vouloir se tourner vers l'Ouest, ce qui menaçait directement la France et la Grande-Bretagne. Comme l'écrit Carley : « Tout à coup, il sembla moins désirable de rompre tous les engagements avec l'URSS. Les opposants franco-britanniques à l'*appeasement*, réduits au silence après Munich, recommencèrent à s'exprimer »⁷⁹. La situation devint ainsi plus favorable à la sécurité collective. Robert Young précise aussi que la France se résigna à l'idée d'entrer prochainement en guerre, non pas parce qu'elle en avait envie mais parce qu'elle était exaspérée de se faire mener par le bout du nez par l'Allemagne. Une alliance avec l'URSS devenait donc souhaitable car elle permettait l'ouverture d'un deuxième front dans une éventuelle guerre contre l'Allemagne. Rappelons que Hugh Ragsdale a démontré, à l'aide d'archives soviétiques, polonaises et tchécoslovaques que l'Union Soviétique possédait une puissante armée prête à intervenir dans une guerre contre l'Allemagne. Malgré le fait que la France ait été plus encline à s'allier avec l'URSS après l'invasion du reste de la Tchécoslovaquie, il n'en reste pas moins qu'elle excluait une alliance militaire en bonne et due forme avec les Soviétiques. L'hexagone envisageait plutôt une sorte de *Lend Lease* avec l'URSS, préférant qu'elle reste neutre et qu'elle fournisse en armes et matériel de guerre d'autres alliés plus fiables, comme la Pologne et la Roumanie, qui eux constitueraient le deuxième front de l'Est. Cela démontre que la France allait encore contre la logique militaire et la raison d'État, ce qui ne peut être expliqué que par le fait qu'elle était toujours influencée par le prisme idéologique déformant de l'anticommunisme⁸⁰.

⁷⁹ Michael J. Carley. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Page 118.

⁸⁰ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 151, Donald C. Watt. *Op. Cit.* Page 247, Michael J. Carley. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Pages 118 et 155, Robert J. Young dans Gordon Martel. *Op. Cit.* Page 86, Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 114 et Peter Jackson. *Op. Cit.* Pages 319, 328 et 366.

En Grande-Bretagne, la situation était assez similaire à celle de la France. La position diplomatique de Chamberlain fut ébranlée par la violation de l'accord de Munich perpétrée par Hitler. Comme en témoigne l'historien Donald Treadgold : « Much British opinion was now clamoring for an end of “appeasement” as well as an approach to the USSR »⁸¹. De plus, l'opposition parlementaire reprocha au gouvernement de Chamberlain de ne pas avoir conclu d'alliance avec l'URSS. Devant cette opposition grandissante face à l'*appeasement*, Chamberlain se résolut à faire des alliances défensives mais se refusait absolument à le faire dans le cadre de la sécurité collective telle que proposée par les Soviétiques. Cela reviendrait en effet à provoquer l'Allemagne et à précipiter l'Europe dans une guerre dont il ne voulait pas. Comprenant que, dans l'éventualité d'une guerre contre l'Allemagne, la Grande-Bretagne aurait besoin d'un allié à l'Est, Chamberlain fit de la Pologne, et non de l'URSS, la pierre angulaire de son système d'alliances. Comme le dit Taylor : « The British [...] were also relieved not to be associated with Bolshevik Russia; and to have hit on a substitute. Chamberlain wrote [...]: I must confess to the most profound distrust of Russia »⁸². Ainsi, alors que la Pologne devait tenir l'Allemagne en respect à l'Est, Chamberlain souhaitait que l'URSS joue le même rôle que lui attribuaient les Français, soit qu'elle fournisse armes et matériel de guerre aux Polonais qui, eux, combattraient l'ennemi. Carley fait valoir que le manque de confiance de Chamberlain en l'URSS et son refus de s'associer avec elle étaient dus à l'animosité qu'il éprouvait envers le communisme. Comme la stratégie britannique allait contre la logique militaire et la raison d'État, force est de donner raison à Carley⁸³.

⁸¹ Donald W. Treadgold. *Op. Cit.* Page 315.

⁸² A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 208.

⁸³ Michael J. Carley. *1939, L'alliance de la dernière chance [...]*, *Op. Cit.* Page 155 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 204, 209, 214, 219 et 222 et Donald C. Watt. *Op. Cit.* Pages 221-222 et 235.

De leur côté, plusieurs historiens soutiennent que l'URSS gardait le cap et qu'elle désirait toujours appliquer la sécurité collective. C'est ainsi qu'en avril 1939, Litvinov proposa pour une dernière fois à la Grande-Bretagne et à la France une alliance politique et militaire tripartite. Malgré l'intérêt porté par la France à cette proposition, la Grande-Bretagne la rejeta et la condamna ainsi à l'échec. Cette autre rebuffade britannique fut la goûte qui fit déborder le vase soviétique : Staline, excédé par les échecs répétés essayés par Litvinov et sa politique de sécurité collective, le renvoya pour le remplacer par son rival, Molotov, le 3 mai. La majorité des historiens s'entend pour dire que cela fut un message clair envoyé par Staline aux démocraties occidentales signifiant que l'URSS était désormais moins disposée envers la sécurité collective et plus encline à en venir à une entente bilatérale avec l'Allemagne. Taylor précise que la nomination de Molotov au poste de Litvinov ne voulait pas nécessairement dire que l'URSS voulait conclure un pacte avec l'Allemagne mais qu'elle était impatiente de conclure une entente, peu importe avec qui. Cela ne marqua donc pas la fin de la sécurité collective, l'URSS privilégiant encore l'établissement d'une alliance avec les puissances occidentales. Le changement majeur était le suivant : à la fin juillet 1939, tandis que l'URSS continuait publiquement ses efforts pour établir la sécurité collective avec les puissances occidentales, elle accepta la proposition de l'Allemagne de mener des négociations parallèles secrètes avec elle, ce qui lui assurerait une porte de sortie diplomatique en cas d'échec définitif de la première politique⁸⁴.

⁸⁴ Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Pages 61, 65 et 71-72, Robert H. Donaldson et Joseph L. Noguee. *Op. Cit.* Page 56, Michael J. Carley. *1939, L'alliance de la dernière chance [...]*, *Op. Cit.* Pages 113 et 165, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 2, *Op. Cit.* Page 390, Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 157, A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Pages 233-234, Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Page 286, Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations [...] », *Op. Cit.* Page 793, R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 227, Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 173 et Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 99.

Le remplacement de Litvinov par Molotov ne passa pas inaperçu en France et en Grande-Bretagne. Les historiens s'entendent sur le fait que les dirigeants de ces pays en furent très surpris mais aussi apeurés; ils avaient compris que Molotov était plus ouvert à une entente avec l'Allemagne et ils craignaient grandement cette éventualité. Ainsi, à partir de mai 1939, s'amorcèrent les dernières négociations occcidento-soviétiques avant le début de la Deuxième Guerre mondiale, ce que l'historien Michael Carley a appelé « l'alliance de la dernière chance »⁸⁵. Le choc psychologique causé par le remplacement de Litvinov par Molotov fit son effet en France. En effet, au début des négociations de mai 1939, les politiciens se prononcèrent majoritairement en faveur d'une alliance avec l'Union Soviétique. Ils étaient désormais d'avis qu'une alliance avec elle contribuerait à empêcher l'éclatement d'une guerre plutôt que de la provoquer. Parker ajoute même que les Français étaient tellement convaincus du bien fondés d'une alliance avec les Soviétiques qu'ils firent pression sur la Grande-Bretagne pour qu'elle accepte de se joindre à l'alliance tripartite proposée par l'URSS⁸⁶.

La Grande-Bretagne changea effectivement sa politique extérieure en se montrant plus ouverte à un rapprochement avec l'URSS. Cependant, les historiens ne s'entendent pas sur la raison qui a motivé ce changement. Parker et Watt soutiennent que Chamberlain a accepté de mener les négociations proposées par l'URSS en mai pour deux raisons. La première est qu'il voulait faire taire l'opposition, tant celle des autres partis politiques, celle de ses détracteurs au sein de son cabinet et celle de la population. Parker dénote en effet que 84% de la population britannique était favorable à une alliance avec l'Union Soviétique au moment des négociations de mai 1939. De plus, Parker ajoute que le cabinet britannique avait voté avec une grande

⁸⁵ Michael J. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.*

⁸⁶ R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 225, 229 et 235, Donald C. Watt. *Op. Cit.* Pages 83 et 246 et Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 44

majorité, contre l'avis de leur premier ministre, une motion en faveur de l'établissement d'une alliance avec l'URSS. Chamberlain n'avait donc pas le choix de suivre le vote de ses collègues. L'autre raison qui a incité Chamberlain à participer aux négociations est l'influence des certains hauts fonctionnaires du Foreign Office, dont celle d'Alexander Cadogan, sous-secrétaire aux affaires étrangères. Ce dernier était d'avis que la Grande-Bretagne ne pouvait refuser, cette fois, de participer à des négociations proposées par l'URSS, soutenant qu'il fallait éviter de la frustrer davantage en rejetant une autre de ses propositions d'alliance, ce qui aurait pu la précipiter dans les bras de l'Allemagne. Outre ces deux motivations, Chamberlain était convaincu que l'aide militaire soviétique n'était ni utile ni nécessaire à la Grande-Bretagne : « [...] I am so sceptical of the value of Russian help that I should not feel that our position was greatly worsened if we had to do without them »⁸⁷. Malheureusement pour lui, à cause du vote exercé par son cabinet en faveur d'une alliance avec l'URSS, Chamberlain dut participer aux négociations contre sa volonté.

Michael Carley affirme ajoute que les Britanniques avaient compris, assez tardivement, qu'ils avaient besoin de l'Union Soviétique pour protéger leur empire et assurer leur sécurité. Les membres du haut commandement militaire avaient compris, en août 1939, soit moins d'un mois avant le début des hostilités, qu'une nouvelle guerre était imminente et, comprenant l'importance stratégique de l'URSS, souhaitaient s'allier avec elle. Selon Carley, ils étaient prêts à résister à l'Allemagne par la force et se dirent prêts à accepter l'alliance tripartite proposée par les Soviétiques⁸⁸.

⁸⁷ R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 236.

⁸⁸ R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 225 et 233, Donald C. Watt. *Op. Cit.* Page 235 et Michael J. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Pages 132, 144 et 158.

Comme la France et la Grande-Bretagne avaient accepté de participer aux négociations politiques et militaires proposées par l'Union Soviétique, elles dépêchèrent une délégation diplomatique à Moscou. Les historiens n'arrivent toutefois pas à s'entendre pour dire si cette délégation désirait vraiment en arriver à un accord ou non. Taylor est d'avis que la délégation française était sérieuse et qu'elle voyait une alliance avec l'URSS comme un bon moyen de dissuader Hitler d'entrer en guerre contre elle. De plus, il affirme que la France fit pression sur la Grande-Bretagne pour qu'elle signe aussi une alliance avec les Soviétiques. Parker croit aussi que les Français étaient de bonne foi, soutenant qu'ils ont accepté toutes les demandes faites par l'Union Soviétique. Ils négocièrent même mollement avec la Pologne pour qu'elle accepte de laisser passer les troupes soviétiques par son territoire pour qu'elles puissent aller combattre l'armée allemande sur son territoire, mais en vain. Pour ce qui est de la délégation britannique, Watt se contente de dire qu'elle était déterminée à s'opposer à l'Allemagne⁸⁹.

Plusieurs autres historiens sont plutôt d'avis que la délégation occidentale n'avait pas réellement l'intention de conclure une alliance avec l'URSS. Silvio Pons précise d'emblée qu'elle était composée de diplomates de second ordre, contrairement à celle de l'Union Soviétique qui ne comprenait que la crème de la diplomatie soviétique. De plus, elle est arrivée à bord du moyen de transport le plus lent qui aurait pu être choisi : « Chamberlain and Halifax found convincing reasons for the slowest method, by chartered passenger ship to the Baltic and then by train to Moscow »⁹⁰. Devant ces faits, Carley soutient que la délégation occidentale ne voulait que gagner du temps, occupant l'Union Soviétique avec ces négociations, évitant ainsi qu'elle ne fasse un pacte avec l'Allemagne. Parker, même s'il croit que

⁸⁹ A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Pages 224-225, R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 240-243 et Donald C. Watt. *Op. Cit.* Page 119.

⁹⁰ R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 241.

la délégation voulait conclure une alliance avec l'URSS, concède que les négociations sont allées très lentement. À son avis, Chamberlain ne croyait pas qu'il était possible que l'URSS se retourne vers l'Allemagne et, comme il ne voulait personnellement pas de ces négociations, il n'était pas pressé de conclure et fit trainer les choses⁹¹. Cela n'a donc pas contribué à donner de la crédibilité à la délégation occidentale.

Un autre argument invoqué par les historiens qui soutiennent que cette délégation n'était pas sérieuse est qu'elle est arrivée mal préparée à Moscou. Comme l'écrit Ragsdale :

« Marshal Voroshilov objected that the principles of the French draft were “too universal, abstract and immaterial, and do not bind anyone to anything... we have not gathered here to adopt some general declaration, but rather work out a concrete military convention fixing the number of divisions, guns, tanks, aircraft, naval squadrons, etc [...] the meetings of the Military Missions of Britain, France and the USSR, if they seriously wish to arrive at a concrete decision for common action against aggression, should not waste time on meaningless declarations, and should decide this basic question as quickly as possible” »⁹².

Carley ajoute que la délégation occidentale n'avait en plus pas les pouvoirs nécessaires pour signer l'alliance militaire qu'elle était allée négocier. Ragsdale s'oppose cependant cette affirmation en écrivant qu'il est vrai que la délégation britannique n'avait pas ces pouvoirs, mais que la française les avait. Finalement, Taylor, qui affirme que la délégation française voulait sérieusement signer une alliance avec l'URSS, soutient tout le contraire quant à celle des Britanniques : « If British diplomacy seriously aspired to alliance with Soviet Russia in 1939, then the negotiations towards this end were the most incompetent transactions since Lord

⁹¹ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 169, Michael J. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Page 224 et A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 224.

⁹² Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 179.

North lost the American colonies »⁹³. Ainsi, connaissant ces arguments, les doutes sont raisonnablement permis quant à la sincérité de la délégation française. Pour ce qui est de celle des Britanniques, tout semble indiquer que la mauvaise foi de Chamberlain l'a influencée tout au long des négociations⁹⁴.

Selon Michael Carley, l'URSS entama les négociations en annonça d'emblée sa position minimale, c'est-à-dire « un pacte tripartite d'assistance mutuelle, une garantie aux États d'Europe centrale et de l'Est, y compris les pays baltes, et un accord militaire concret »⁹⁵. Ce furent des conditions non-négociables pour l'URSS, mais la délégation occidentale tenta néanmoins de les réviser à la baisse à coup de contre-propositions répétées tout au long des pourparlers. Devant la résistance obstinée de Molotov, ce furent la France et la Grande-Bretagne qui firent peu à peu des concessions. D'autres historiens, dont Watt et Parker, affirment cependant qu'au cours des négociations, l'URSS devint de plus en plus exigeante, demandant toujours plus de concessions de la part de la France et de la Grande-Bretagne. Watt soutient que l'Union Soviétique a profité de la situation; comme la menace allemande pesait désormais plus lourd à l'Ouest qu'à l'Est, Molotov pouvait presser le citron de la délégation occidentale pour en tirer le plus de concessions possible. Selon ces historiens, la France et la Grande-Bretagne cédèrent sur plusieurs points mais cela semblait ne jamais être assez pour Molotov qui, dès qu'il soutirait une concession, formulait des demandes supplémentaires⁹⁶.

Les négociations se poursuivirent ainsi tout au long de l'été 1939, prenant la forme d'une valse entre la délégation occidentale et celle de l'Union Soviétique,

⁹³ A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 229.

⁹⁴ Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 86, Michael J. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Page 237 et Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 177.

⁹⁵ Michael J. Carley. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Page 183.

⁹⁶ Donald C. Watt. *Op. Cit.* Pages 250 et 361 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 236-237.

l'une faisant une proposition à l'autre, qui formulait une contre-proposition, qui faisait ensuite l'objet d'une contre-contre-proposition et ainsi de suite. Roberts donne un bon aperçu de l'état d'esprit de Molotov à la mi-juillet :

« [Molotov] described the Anglo-French negotiators as “crooks and cheats” and bemoaned that “it seems nothing will come of the endless negotiations”, warning that then the British and French will have no one but themselves to blame »⁹⁷.

Devant une telle situation, Ragsdale écrit que l'URSS avait l'impression que l'atmosphère bien connue de l'*appeasement* occidental se répétait, ce qui fit en sorte que Staline perdit confiance en la France et la Grande-Bretagne. Parker soutient cependant que l'Union Soviétique avait commencé à douter d'elles dès le début de la guerre civile espagnole en 1936 et que ces doutes étaient allés persistants jusqu'à l'échec des négociations de 1939⁹⁸.

Le reste de l'histoire de ces négociations est bien connu. L'échec de plus en plus plausible des négociations entre l'URSS et la délégation franco-britannique fit en sorte que Staline porta une oreille plus attentive aux propositions d'alliance que l'Allemagne avait lancées au printemps 1939 sans toutefois l'accepter. À la mi-juillet, ses doutes envers la France et la Grande-Bretagne allèrent grandissants, l'incitant à entamer secrètement des négociations avec l'Allemagne. À partir de ce moment, tout déboula très rapidement : les négociations germano-soviétiques commencèrent le 13 août, desquelles découlèrent des accords économiques, politiques et militaires deux jours plus tard. Dans les jours qui suivirent, les détails furent décidés et la signature d'un accord prévue pour le 26-27 août. Par contre, sous la pression personnelle d'Hitler, la signature fut devancée au 23 août. À cette date fut

⁹⁷ Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 82.

⁹⁸ Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Pages 175-176 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 92.

signé, entre l'URSS et l'Allemagne, un pacte de non-agression accompagné d'une clause secrète divisant les zones d'influences allemandes et soviétiques en Europe⁹⁹.

Suite à cet échec, les historiens se sont demandé à qui incombait la responsabilité de l'échec des négociations de 1939; évidemment, ils en sont arrivés à des réponses différentes. Taylor croit que la responsabilité est partagée, chaque camp s'étant laissé guider par sa vision idéologique du monde. Watt, lui, attribue toute la responsabilité à la Pologne qui a toujours systématiquement refusé une alliance avec l'URSS et de laisser passer ses troupes par son territoire pour venir en aide à la France¹⁰⁰.

Peter Jackson propose quant à lui une explication assez originale de l'échec des négociations de 1939, entièrement basée sur la raison d'État et des causes matérielles. Il soutient en effet que la France ne pensait pas avoir besoin de s'allier avec l'URSS pour vaincre l'Allemagne en cas de guerre. Sa stratégie était d'abord basée sur une alliance solide avec la Grande-Bretagne qui l'appuierait durant le conflit. Elle fondait aussi cette stratégie sur la ligne Maginot qui devait bloquer le premier assaut allemand et ainsi arrêter net l'avancée allemande aux frontières du pays. Une fois l'armée allemande occupée à vouloir percer les défenses françaises, les marines britannique et française porteraient le coup fatal à l'Allemagne en asphyxiant son économie chancelante par un blocus naval complet, rendant ainsi impossible son effort de guerre. Comme la France pouvait se passer de l'URSS grâce à cette stratégie, elle n'a donc pas accordé beaucoup d'importance aux négociations de l'été 1939, ce qui explique en partie son échec¹⁰¹.

⁹⁹ R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 91.

¹⁰⁰ A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Pages 232 et 240 et Donald C. Watt. *Op. Cit.* Page 469.

¹⁰¹ Peter Jackson. *Op. Cit.* Pages 358 et 382.

D'autres historiens expliquent l'échec de ces négociations par l'obstination occidentale. D'abord, Carley affirme que la France et la Grande-Bretagne ont toujours systématiquement refusé d'adhérer à la sécurité collective, malgré les appels répétés de l'Union Soviétique :

« [...] pendant cinq ans, les Soviétiques avaient fait des propositions de sécurité collective, qui avaient toutes été ignorées ou rejetées par les gouvernements français ou britannique. À la place, ils avaient choisi l'*appeasement*, capitulant sans cesse et ne parvenant qu'à aiguïser l'appétit des agresseurs. En dépit de tout cela, le gouvernement soviétique n'avait pas abandonné sa volonté de coopérer avec d'autres pays désireux de résister aux agresseurs »¹⁰².

Delman et Palmieri ajoutent que ces refus répétés étaient surtout dus au fait que la France et la Grande-Bretagne ont toujours sous-estimé le danger nazi et ce, dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Malgré la perspicacité de certains membres de leurs gouvernements, la majorité a longtemps cru qu'il n'était pas nécessaire pour eux de s'allier avec une autre puissance pour se défendre contre l'Allemagne nazie qui n'avait pas l'air si menaçante. Sur ce plan, Carley affirme que Chamberlain s'est révélé être particulièrement nuisible pour la sécurité collective; à plusieurs moments cruciaux, tels la crise de Munich et les négociations de printemps et d'été de 1939, il bloqua un rapprochement avec l'URSS, entraînant la France dans son sillage. Keith Neilson ajoute qu'en janvier 1939, le conseiller spécial aux affaires étrangères, Robert Vansittart, affirma que l'état des mauvaises relations anglo-soviétiques était dû à l'attitude de l'Angleterre, alors dirigée par Chamberlain. Finalement, Craig Nation soutient que cet inintérêt pour la sécurité collective affiché par la Grande-Bretagne, et calqué par la France, se manifesta jusqu'à la toute fin des négociations

¹⁰² Michael J. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Page 144.

occidento-soviétiques, c'est-à-dire jusqu'à la signature du pacte de non-agression germano-soviétique en août 1939, causant l'échec des négociations¹⁰³.

Le pacte de non-agression germano-soviétique

Les historiens s'entendent habituellement pour dire qu'après la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, la sécurité collective était bel et bien morte. Cependant, tous ne s'entendent pas sur le moment où l'URSS a vraiment tourné le dos à cette politique. Alors que les uns disent qu'elle a été sincèrement prônée jusqu'en août 1939, les autres affirment qu'elle n'était qu'une façade servant à dissimuler les réelles intentions des Soviétiques. Un débat fait donc rage pour savoir si l'URSS a signé le pacte de non-agression à cause de l'échec des négociations de 1939 ou si c'est, à l'inverse, la signature du pacte qui a consacré leur échec.

Plusieurs historiens sont d'avis que l'Union Soviétique a sincèrement voulu de la sécurité collective jusqu'en août 1939 et qu'ainsi, c'est l'échec des négociations avec l'Occident qui a mené à la signature du pacte de non-agression. Taylor et Ragsdale sont de cet avis et croient que l'URSS a sincèrement mené les négociations de 1939 jusqu'au bout. Parker appuie ces dires et soutient aussi que l'URSS a attendu l'échec des négociations militaires avec l'Occident avec de se tourner vers l'Allemagne. Roberts renchérit en affirmant que l'Union Soviétique a repoussé les offres répétées de l'Allemagne, du printemps jusqu'à la mi-juillet, privilégiant les négociations avec la France et la Grande-Bretagne. Watt fournit un élément supplémentaire qui renforce cette thèse : il soutient que l'URSS savait, grâce à l'interception de communications allemandes et par l'aveu d'un éminent diplomate

¹⁰³ Jonathan R. Delman et Deborah Anne Palmieri. *Op. Cit.* Page 77, Michael J. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Page 181, Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia* [...], *Op. Cit.* Page 265 et Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 99.

allemand, que l'Allemagne prévoyait d'attaquer à l'Ouest et non l'URSS. Ainsi, malgré le fait que les Soviétiques savaient qu'ils n'étaient pas la prochaine cible allemande, ils n'ont pas abandonné l'Occident à son sort et ont poursuivi les efforts pour établir la sécurité collective. Tous ces éléments poussent Craig Nation à affirmer que la sécurité collective à bel et bien pris fin avec la signature du pacte de non-agression. Taylor l'appuie en soutenant que le pacte de non-agression avait été improvisé à la dernière minute, ce qui démontre que cette stratégie n'avait pas été prévue d'avance. De plus, bien qu'il soit d'accord avec cette affirmation, Carley va plus loin et affirme que, si Staline avait été plus patient, les négociations de 1939 auraient réussi et que la sécurité collective aurait enfin pu se réaliser. Selon Jackson, c'est la paranoïa et le manque de vision de Staline qui a poussé l'URSS à conclure en hâte le pacte de non-agression avec l'Allemagne¹⁰⁴.

Pour Nation et Roberts, le retournement soviétique vers l'Allemagne a constitué un revirement diplomatique majeur, Nation allant jusqu'à le qualifier de « révolution diplomatique »¹⁰⁵. Comme Taylor, ils croient que le pacte de non-agression a été signé après l'échec des négociations de 1939 : « Lacking direct evidence on the contrary [...] we may safely guess that the Soviet government turned to Germany only when this alliance [celle avec la France et la Grande-Bretagne] proved impossible »¹⁰⁶. Mais au bout du compte, c'est Hugh Ragsdale, le pur et dur, qui va le plus loin en affirmant que l'URSS n'avait pas complètement abandonné la sécurité collective même après la signature du pacte de non-agression. Il soutient en

¹⁰⁴ A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Pages 23 et 242, Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 181, Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 73, R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 242, Donald C. Watt. *Op. Cit.* Pages 232 et 245, Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 100, Michael J. 1939, *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Page 251 et Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 374.

¹⁰⁵ Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 102 et Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 92.

¹⁰⁶ A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 241.

effet que le délai que l'URSS a pris pour envahir la Pologne était peut-être le signe qu'elle a espéré une entente à l'arrachée avec l'Occident contre l'Allemagne :

« The mere thought of remaining outside the conflict was itself a direct violation of the terms of their treaty, then a few days old, with Germany! Was Moscow still considering collective security? In any event, the Soviets waited seventeen days before entering Poland on the side of Germany. Was Moscow waiting an offer enabling it to enter on the side of the angels [la France et la Grande-Bretagne]? »¹⁰⁷.

Bien que cette hypothèse propose une nouvelle interprétation des intentions soviétiques, elle ne pourra être vérifiée que lorsque les archives soviétiques seront enfin accessibles.

D'autres historiens sont plutôt d'avis que l'URSS a abandonné l'espoir d'appliquer la sécurité collective avant les négociations de 1939 et qu'ainsi, c'est la signature du pacte qui a entraîné leur échec. Même s'ils sont mis dans la même catégorie dans ce mémoire, ils ne s'entendent cependant pas sur le moment où l'URSS s'est désengagée de la sécurité collective. Georges-Henri Soutou, qui doute d'emblée de la sincérité de la sécurité collective soviétique, croit que si elle l'avait vraiment désirée, elle y aurait renoncé en 1937, soit avant la crise de Munich. Il ne fournit cependant pas d'explications pour étayer cette thèse. David Carlton, lui, soutient que l'URSS a voulu de la sécurité collective jusqu'à la crise de Munich. À son avis, les Soviétiques auraient été prêts à s'opposer à l'Allemagne aux côtés de la Tchécoslovaquie; la perte de cette alliée l'en aurait dissuadée. Nadzhafov, un collaborateur de Georges-Henri Soutou affirme qu'après l'échec de la sécurité collective à Munich, l'URSS et l'Allemagne auraient secrètement conclu une alliance, rendant caduque l'application d'un front antinazi. Ce serait donc pour

¹⁰⁷ Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 181.

tromper toutes les autres nations que l'Allemagne et l'URSS ont intensifié leurs campagnes de propagande antisoviétique et antinazie. Cela n'explique cependant pas pourquoi l'URSS a dépensé autant d'énergie dans les négociations de 1939. Si la thèse de Nadzhafov est vraie, l'Union Soviétique pourrait se vanter d'avoir mis sur pied la meilleure campagne de désinformation de l'histoire en ayant dépensé plus d'énergie que la France et la Grande-Bretagne réunies pour mettre en place une politique dont elle n'aurait même pas eu besoin¹⁰⁸.

Donald Watt, Michel Laran et Jean-Louis Van Regemorter affirment, quant à eux, que l'URSS abandonna définitivement la sécurité collective en mars 1939, après que la dernière tentative de Litvinov pour établir un front antinazi avec la France et la Grande-Bretagne ait échoué. Tout comme Watt, ils affirment que le remplacement de Litvinov par Molotov a consacré le passage d'une politique basée sur la sécurité collective à celle basée sur une alliance avec l'Allemagne. Ces historiens soutiennent que le discours prononcé par Staline, lors du dix-huitième congrès du parti communiste en mars 1939, prouve l'abandon de la sécurité collective. Finalement, Watt ajoute que ce serait lors d'une rencontre, survenue à la fin mai 1939, entre Molotov et le diplomate allemand von der Schulenburg que la collaboration germano-soviétique aurait commencée¹⁰⁹.

D'autres historiens soutiennent que l'URSS n'a jamais eu l'intention d'appliquer la sécurité collective et qu'elle a toujours préféré une alliance avec l'Allemagne. Alors que Georges-Henri Soutou affirme que les relations germano-soviétiques avaient plus d'importance pour l'URSS qu'en avaient celles avec la France et la Grande-Bretagne, Sebastian Haffner soutient que l'Union Soviétique n'a

¹⁰⁸ David Carlton. *Op. Cit.* Pages 64 et 66, Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 9 et D. G. Nadzhafov dans Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 150.

¹⁰⁹ Donald C. Watt. *Op. Cit.* Pages 111, 232 et 254 et Michel Laran et Jean-Louis Van Regemorter. *Op. Cit.* Page 141

jamais cru en la faisabilité de la sécurité collective. Soutou poursuit en affirmant qu'en se fiant aux instructions données à Litvinov par Staline, il est clair que l'Allemagne a été le partenaire privilégié de l'URSS et ce, depuis 1933. Haffner poursuit dans la même veine en affirmant que l'URSS n'a jamais vu d'intérêt dans une alliance avec l'Occident. Il termine en soutenant que, lors des négociations de 1939, deux choix tous aussi valables l'un que l'autre se sont présentés à l'URSS : une alliance avec l'Occident ou avec l'Allemagne; il a « froidement » choisit la dernière sans considération pour les anges qu'étaient la France et la Grande-Bretagne¹¹⁰.

Deux thèmes controversés

Suite à la description chronologique des événements, il convient de s'arrêter sur trois sujets qui provoquent des dissensions au sein de la communauté historique : le rôle qu'a joué l'anticommunisme dans la montée des tensions ayant mené à la Deuxième Guerre mondiale et l'impact de l'ouverture des archives soviétiques sur l'historiographie.

Le rôle de l'anticommunisme

Contrairement à plusieurs sujets qui font l'objet de débats avec arguments et contre-arguments, l'anticommunisme est évoqué par certains historiens et tut par d'autres; il est donc soit évoqué ou non sans être jamais réfuté. Cette section fera donc état du point de vue des historiens lui accordant un rôle dans leurs écrits.

Plusieurs historiens font état de l'influence de l'anticommunisme parmi les instances décisionnelles franco-britanniques. Tout d'abord, Gorodetsky mentionne

¹¹⁰ Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Pages 17-18 et Sebastian Haffner. *Le pacte avec le diable: les relations germano-soviétiques, 1917-41*, Paris, Alvik, 2006. Page 133.

que : « Au Foreign Office comme au sein des forces armées, le concept dominant est nourri de russophobie traditionnelle et de répugnance à l'égard du communisme »¹¹¹. Carlton et Taylor, ajoutent que c'est à cause de l'anticommunisme que la Grande-Bretagne préférerait un rapprochement avec l'Allemagne à l'établissement de la sécurité collective. Même si l'anticommunisme était plus virulent en Grande-Bretagne, il n'en a pas moins joué un rôle significatif en France selon Taylor. En effet, Jackson mentionne que la droite française voulait se rapprocher de l'Allemagne pour lutter plus efficacement contre le communisme. Ainsi, Neilson, Carley et Haslam affirment que l'anticommunisme ayant influencé les dirigeants britanniques et français a saboté la politique de sécurité collective¹¹².

Selon l'historien Michael Carley, le fait que la Grande-Bretagne et la France aient été influencées d'emblée par leur préjugé anticommuniste a instauré une atmosphère de guerre froide avant le début de la Deuxième Guerre mondiale. La preuve : la France, qui voulait désespérément ouvrir un deuxième front à l'est en cas d'une attaque allemande n'a même pas considéré l'URSS comme une alliée potentielle et ce, malgré tous les avantages stratégiques et militaires que comportait une alliance avec elle. Un officier militaire français a reconnu ce fait :

« [...] if the productive capacities of Russian industry could be added to this equation the European balance of power would tip decisively in favour of an anti-German coalition »¹¹³.

Puisque la France a rejeté de s'allier à l'Union Soviétique, il est logique de dire que cela pourrait être parce que l'anticommunisme a mené les politiciens à agir contre la raison d'État. Aussi, en plus de disqualifier l'URSS comme étant une alliée

¹¹¹ Gabriel Gorodetsky. *Op. Cit.* Page 35.

¹¹² David Carlton. *Op. Cit.* Page 49 et A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 112, Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Page 145, Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 179, Michael J. Carley. « Behind Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 168 et Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations [...] », *Op. Cit.* Page 792.

¹¹³ Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 211.

potentielle, l'anticommunisme a poussé les démocraties occidentales à vouloir se débarrasser de la menace allemande qui pesait sur eux en incitant l'Allemagne à aller se battre contre les Soviétiques¹¹⁴. Silvio Pons résume bien la situation : « [...] whether or not the Soviet remained an ally was a matter of indifference to the French who, along with the British, wanted above all to push Hitler east »¹¹⁵.

Les anticommunistes ne représentaient cependant pas la totalité de l'opinion franco-britannique; contrairement à eux, les « pragmatiques », surtout issus des milieux marchands et des partis de gauche, mirent leurs réticences idéologiques de côté, croyant qu'une alliance avec l'URSS, même si communiste, était essentielle à la sauvegarde des intérêts de leur pays. De ce fait, ils prônaient de bonnes relations avec l'État communiste dans un esprit de Realpolitik. En Grande-Bretagne, on retrouve, parmi les pragmatiques, de grands noms tels le sous-secrétaire au Foreign Office Robert Vansittart, l'ancien premier ministre Lloyd George et le député Winston Churchill. Ils avaient compris que la Grande-Bretagne, étant impliquée tant dans les affaires européennes, par la force des choses, que dans les affaires asiatiques, à cause de leurs colonies, faisait face aux mêmes menaces que l'URSS qui était aussi impliquée dans les deux régions, son territoire s'étendant de l'Ukraine aux frontières japonaises. Une alliance entre eux était donc stratégiquement toute indiquée. Ces pragmatiques ne représentaient cependant qu'une minorité de l'opinion britannique et, malgré leur clarté d'esprit, ils ne réussirent pas à convaincre l'opinion publique de leur point de vue¹¹⁶.

¹¹⁴ Michael J. Carley. « Behind Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 166 et Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 319, A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 163, Gabriel Gorodetsky. *Op. Cit.* Page 34, Michael J. Carley. *1939, L'alliance de la dernière chance [...]*, *Op. Cit.* Page 116 et Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Page 218.

¹¹⁵ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 143.

¹¹⁶ Michael J. Carley. « Behind Stalin's Moustache [...] » *Op. Cit.* Pages 144, 163 et 168

En France, Léon Blum et quelques-uns de ses ministres ont aussi tenté d'établir de meilleures relations diplomatiques et militaires avec l'URSS. Cela a d'ailleurs donné lieu à la tenue de discussions militaires discrètes avec l'URSS en novembre 1936. Par contre, l'opposition des anticommunistes, doublée de la précarité de la cohésion de la société française, les ont obligés à renoncer à leur projet. Devant une telle situation, la politique de sécurité collective était condamnée d'avance à l'échec¹¹⁷.

L'impact de l'ouverture des archives soviétiques sur l'historiographie

Il a été question à plusieurs reprises dans ce mémoire des archives soviétiques qui ont parfois été consultées par les historiens. Le fait que certains historiens les aient consultées procure certainement une plus grande crédibilité à leurs ouvrages puisque l'histoire s'écrit grâce à ces témoignages du passé. De ce fait, il incombe de traiter des archives soviétiques et des effets qu'elles ont eus sur l'historiographie.

Dans un premier temps, il convient de retracer brièvement l'historique de ces archives. Du temps de l'Union Soviétique, les archives soviétiques ont toujours été inaccessibles et gardées avec le plus grand soin. Dans les dernières années du régime, cependant, les choses commencèrent à changer. Dans la foulée de la politique de *glasnost*, de transparence, l'ouverture des archives s'amorça tranquillement en même temps qu'arriva une certaine liberté de presse en 1985. Quatre ans plus tard, alors que le régime communiste vacillait de plus en plus, l'ouverture s'accrut pour atteindre son apogée en 1992. Toutefois, la situation changea l'année suivante alors

¹¹⁷ Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 217 et Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 236.

que l'accès aux archives se vit imposer de nouvelles restrictions. Comme le précise l'archiviste Olivier Forcade :

« L'ouverture maximale des archives a été l'année 1992, où la rupture avec le passé communiste fut une des priorités du gouvernement de Boris Eltsine. [...] La loi de juillet 1993 modifia le sens de cette ouverture, soulignant par les notions de secret d'État et de protection des personnes la prédominance de la continuité étatique entre l'ancien et le nouveau régime. L'idée d'en finir avec un régime totalitaire en le dévoilant le plus possible était révolue; seul comptait désormais le nécessaire respect de l'État russe et de ses agents. [...] après l'ouverture qui caractérisa les centres d'archives en 1992-1993, la tendance ultérieure entérinée par la loi, a plutôt été dans le sens de restrictions accrues »¹¹⁸.

Depuis ce temps, l'accès aux archives est encore restreint et contrôlé par les autorités russes, au grand déplaisir des historiens occidentaux¹¹⁹. L'historien Hugh Ragsdale exprime d'ailleurs sa frustration face à cette situation : « [L'amélioration de l'historiographie] awaits the capricious impulses of the furtive Neanderthals who are keepers of the secrets of the Russian archives »¹²⁰.

L'accès limité aux archives soviétiques contribue, par le manque de preuves, à la poursuite des querelles entre historiens qui ne peuvent que spéculer sur les intentions des dirigeants soviétiques¹²¹. En effet, les archives présidentielles ne sont que partiellement accessibles, ce qui rend l'accès aux pensées de Staline très difficile. Mais en plus de l'inaccessibilité des archives, il est possible que plusieurs documents aient été détruits par la Wehrmacht pendant la guerre et que d'autres aient été manipulés par les autorités soviétiques selon Ragsdale. La vérité historique se terre donc présentement loin des yeux des historiens¹²².

¹¹⁸ Olivier Forcade. « Le secret et ses usages : les archives « sensibles » en URSS », dans Sébastien Laurent, dir. *Archives « secrètes », secrets d'archives*, Paris, CNRS Éditions, 2003. Pages 189 et 194.

¹¹⁹ Ronald D. Bachman et Diane P. Koenker. *Revelations from the Russian Archives*, Washington, Library of Congress, 1997. Page xxiii., Olivier Forcade. *Op. Cit.* Page 194 et Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Pages 122 et 184.

¹²⁰ Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 192.

¹²¹ Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations [...] », *Op. Cit.* Page 785 et Keith Neilson. « Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 197.

¹²² Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Pages 120, 122 et 183.

Malgré le fait que les historiens aient un accès partiel aux archives soviétiques, peu d'entre eux se prévalent du droit, voir peut-être le privilège, de les consulter. Parmi tous les historiens consultés pour l'élaboration de ce mémoire, dont la liste se trouve dans la bibliographie, seulement quelques-uns ont basé leurs recherches sur ces archives. Alors que Carley, Pons et Roberts sont ceux qui ont le plus eu accès aux archives soviétiques, Ragsdale, Haslam et Kowalsky y ont eu un accès plus limité. Sans surprise, ces travaux vont tous dans le même sens, à l'exception de ceux de Pons, c'est-à-dire qu'ils démontrent que l'URSS a réellement tenté d'appliquer la sécurité collective à plusieurs reprises entre 1933 et l'été 1939.

Plusieurs historiens et archivistes s'entendent d'ailleurs pour dire que l'écriture crédible de l'histoire de l'URSS se fait depuis l'ouverture partielle des archives soviétiques. Comme le précise Martel, les ouvrages produits avant cette ouverture souffrent d'un manque de sources importantes qui sont aujourd'hui accessibles. Soutou précise d'ailleurs que l'accès aux archives soviétiques a changé l'historiographie sur certains sujets. Les archivistes Forcade, Klein-Goussef et Johnson appuient cette affirmation en soutenant que l'accès, bien que limité aux archives soviétiques, a permis l'enrichissement de l'historiographie. Il est donc logique de dire que les travaux basés sur les archives soviétiques ont une plus grande crédibilité que ceux qui ne le sont pas¹²³.

¹²³ Sabine Dullin. *Op. Cit.* Page 11. Olivier Forcade. *Op. Cit.* Pages 191, 193, 200 et 202, Gordon Martel. *Op. Cit.* Page 116, Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 11 et Catherine Klein-Goussef. *Retour d'URSS : les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques*, Paris, CNRS Éditions, 2001. Page 30 et Robert E. Johnson. « Russian Archives », *Canadian Association of Slavists*, (mars-juin 1998). Page 329.

CHAPITRE 2

Analyse comparée des manuels de Cégep et de l'historiographie

Dans ce deuxième chapitre, il sera question de quatre manuels de Cégep qui ont été sélectionnés pour être comparés à l'historiographie de la diplomatie soviétique à l'ère de la sécurité collective. De ces quatre manuels, deux sont des manuels édités spécialement pour le système collégial québécois, donc en français, alors que les deux autres sont des manuels états-uniens, donc de langue anglaise, utilisés dans les Cégeps anglophones. Le premier manuel est la quatrième édition du manuel *Histoire du temps présent; de 1900 à nos jours* publié aux éditions Beauchemin Chenelière éducation et paru en 2008¹²⁴. Le second est la deuxième édition de l'ouvrage *Histoire du XX^e siècle; affrontements et changements* paru chez les éditions Chenelière/McGraw-Hill en 2002¹²⁵. Le troisième est la septième édition de *Twentieth-Century World* paru chez les éditions Wadsworth Cengage Learning en 2010¹²⁶. Le quatrième et dernier manuel à l'étude dans ce mémoire est *Western Civilizations: Their History and their Culture*, édité par W. W. Norton & Co. en 2009¹²⁷. Dans un premier temps, il sera question du choix de ces manuels; quels étaient les critères de sélection et pourquoi ces manuels en particulier ont été choisis. Ensuite, les manuels seront comparés entre eux puis à l'analyse historiographique faite dans le premier chapitre. Suite à cela, il sera possible de déterminer les forces et faiblesses de chaque manuel, ce qui permettra de proposer des améliorations à leur contenu et de déceler les principaux manques dans l'enseignement des relations

¹²⁴ Georges Langlois. *Histoire du temps présent; de 1900 à nos jours*, 4^e édition, Montréal, Beauchemin Chenelière Éducation, 2008, 331 pages.

¹²⁵ Marc Simard. *Histoire du XX^e siècle; affrontements et changements*, 2^e édition, Chenelière/McGraw-Hill, 2002, 363 pages.

¹²⁶ Carter Vaughn Findley et Murray Rothney, John Alexander. *Twentieth Century World*, 7th edition, Wadsworth Cengage Learning, 2011.

¹²⁷ Coffin, Judith et Stacey, Robert. *Western Civilizations: Their History and their Culture*, W. W. Norton & Co., 2009, 779 pages.

internationales soviétiques dans le cadre de la montée des tensions qui ont mené à la Deuxième Guerre mondiale.

Le choix des manuels

Pour ce mémoire, il a été décidé que quatre manuels seraient comparés à l'historiographie. Cela permettrait, en plus de connaître la qualité de chacun, d'avoir une meilleure idée de la façon dont les relations diplomatiques soviétiques d'avant-guerre sont perçues et enseignées au collégial.

Le premier critère qui avait guidé la recherche des manuels de Cégep à analyser était qu'ils soient l'outil du cours d'histoire le plus répandu dans les Cégeps, soit le cours d'*Initiation à l'histoire de la civilisation occidentale* (compétence 022L du ministère de l'éducation des loisirs et du sport du Québec), cours obligatoire pour la très grande majorité des étudiants du programme de sciences humaines. De ce fait, l'analyse faite concernerait une large clientèle étudiante collégiale et les améliorations qui seraient proposées dans le cadre de ce mémoire pourraient bénéficier à cette vaste clientèle. Le deuxième critère de sélection des manuels était qu'ils traitent suffisamment en profondeur du sujet dont il est question dans le premier chapitre de ce mémoire pour qu'une analyse pertinente puisse en être faite. Suite à l'établissement de ces critères, deux constats ont été faits : bien que les manuels du cours d'*Initiation à l'histoire de la civilisation occidentale* étaient, au départ, les manuels de prédilection, ils traitaient très peu de la diplomatie soviétique à l'ère de la sécurité collective et ne permettaient pas de faire une analyse comparative pertinente entre leur contenu et l'historiographie.

Le deuxième critère l'ayant remporté sur le premier, des manuels traitant davantage de la diplomatie soviétique à l'ère de la sécurité collective ont été

recherchés. C'est ainsi qu'est venue l'idée d'étudier des manuels portant exclusivement sur l'étude du vingtième siècle. De ce fait, trois manuels correspondant aux critères énoncés ont été retenus. Par contre, cela portait le compte à deux manuels francophones et un manuel anglophone. Pour rééquilibrer l'équilibre entre les langues d'édition, un deuxième manuel en anglais a été choisi. Comme seulement un manuel en anglais sur l'histoire du vingtième siècle est utilisé dans les Cégeps, il a fallu se rabattre sur un manuel d'histoire plus générale, soit celle de la civilisation occidentale. Cela permettra ainsi de constater si les contenus des manuels portant sur une période historique plus restreinte traitent davantage des relations internationales soviétiques que ceux étudiant une période historique plus étendue.

Analyse du contenu des manuels

L'analyse des manuels se fera avec le même moule qui a servi à l'analyse de l'historiographie : chaque thème abordé dans l'analyse historiographique sera repris pour l'analyse des manuels où leur contenu sera comparé, comme ce fut le cas pour les différentes thèses des historiens dans le premier chapitre.

Le tournant de la politique extérieure de 1933

La réaction de l'URSS suite à la prise de pouvoir des Nazis en 1933

Le manuel de Georges Langlois soutient que l'URSS a cherché à briser son isolement dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933 (p. 136), ce qui concorde parfaitement avec ce qui a été retenu de l'historiographie dans le premier chapitre. Le manuel soutient que l'URSS a voulu briser son isolement en s'alliant avec la France et en abandonnant les principes de la révolution mondiale (p. 136). Les historiens

s'entendent effectivement pour dire que l'Union Soviétique a effectivement cherché à se rapprocher de la France, ce qui a mené à la signature d'un pacte de non-agression entre les deux pays en 1932 et du pacte d'assistance mutuelle en 1934. Ensuite, l'URSS a bien abandonné son projet de révolution mondiale, comme l'affirment plusieurs historiens. Outre l'opposition des historiens Georges-Henri Soutou et Sabine Dullin à ce sujet, la majorité des historiens donne raison à Langlois sur ce point¹²⁸.

Le manuel de Langlois affirme ensuite que l'URSS voulait « se rapprocher des socialistes et de toutes les forces antifasciste, même bourgeoises, afin de créer des fronts populaires qui pourront faire échec à la montée du fascisme intérieur » (p. 136). L'historiographie confirme que l'URSS a bien voulu initier un mouvement de résistance au fascisme, certes, mais uniquement au fascisme allemand, le nazisme. L'historiographie met aussi en échec l'affirmation selon laquelle la résistance au *nazisme* aurait pris la forme de fronts populaires bloquant la montée des fascismes intérieurs. Il s'agissait plutôt de créer un front international antinazi visant à bloquer les ambitions agressives de l'Allemagne en Europe, et non la montée du fascisme dans chaque pays. Le manuel conclue cette partie en affirmant que l'URSS se voulait être le seul rempart « aux États agresseurs » (p. 137). Outre le fait qu'il faudrait remplacer « États agresseurs » par l'Allemagne, cette affirmation concorde avec la thèse de plusieurs historiens qui croient que l'URSS a effectivement voulu appliquer la sécurité collective¹²⁹.

¹²⁸ Michael J. Carley. « “Only the USSR Has [...] », Partie 1, *Op. Cit.* Page 204, Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 18, Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 26, Michael J. Carley. « Caught in a Cleft Stick [...], *Op. Cit.* Page 152, Donald W. Treadgold, *Op. Cit.* Page 299, Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...], Op. Cit.* Page 316, Jonathan Haslam, « Soviet-German Relations [...] », *Op. Cit.* Page 789, Gabriel Gorodetsky. *Op. Cit.* Page 37, Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 186 et Mikhail Narinski dans Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 74.

¹²⁹ Michael J. Carley. « Behind Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 167, A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 231, Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 181, Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 73, R. A. C. Parker.

Contrairement au manuel de Langlois qui fournit plusieurs détails sur la réaction de l'URSS à la prise de pouvoir des nazis en Allemagne, ceux de Simard et de Coffin et Stacey n'en traitent aucunement. Aucune analyse ne peut donc être faite.

Le manuel de Findley et Rothney n'aborde pas non plus le sujet, à l'exception d'une seule phrase (p. 128) qui mentionne que l'Allemagne avait comme projet la conquête d'un *Lebensraum* qui se ferait au détriment de l'URSS. Les historiens confirment cette affirmation¹³⁰. Les auteurs du manuel n'ajoutent cependant aucun détail sur les conséquences que cette menace à l'intégrité de l'URSS a eues sur la politique extérieure soviétique.

La sécurité collective mise en application

Sur ce sujet, le manuel de Langlois ne mentionne que « [...] dès 1933, l'URSS cherche à briser son isolement [...] Elle se rapproche de la France, espérant faire revivre l'alliance franco-russe du début du siècle » (p. 136). Bien que plusieurs historiens corroborent cette volonté de l'Union Soviétique de s'allier avec la France, aucun d'entre eux ne fait le parallèle entre cette tentative d'appliquer la sécurité collective et la renaissance d'une alliance dans le même style que celle d'avant la Première Guerre mondiale. Au contraire, l'alliance du début du siècle était secrète alors que, selon la politique de sécurité collective de Litvinov, l'alliance avec la France devait être dévoilée au grand jour puisque son principal but était de dissuader

Op. Cit. Page 242, Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 100 et Michael J. Carley. *L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Page 251.

¹³⁰ Joseph Clarke. *Op. Cit.* Page 46 et Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 81.

Hitler de provoquer une guerre européenne sous peine de représailles massives à son endroit¹³¹. Un léger ajustement serait donc à faire de la part de Langlois.

Le manuel de Simard fait allusion à la « sécurité collective » mais fait référence au projet éponyme de la SDN plutôt qu'à celui de l'URSS dont il n'est nullement question. Selon Simard, la sécurité collective aurait été l'affaire des nations occidentales et n'aurait été en vigueur que dans les années 1920. L'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne en 1933 aurait mis fin à ce projet (p. 170). Certes, la SDN avait un tel projet. Cependant, l'historien Keith Neilson dément l'affirmation selon laquelle ce projet n'aurait eu cours que dans les années 1920. Il soutient qu'il a perduré jusqu'à la fin des années 1930. La justesse historique voudrait cependant que l'auteur du manuel traite aussi du projet de sécurité collective soviétique, ce qu'il ne fait pas. Un manque d'information entrave donc l'exhaustivité du manuel de Simard¹³².

Faisant pire que Simard, le manuel de Findley et Rothney et celui de Coffin et Stacey ne mentionnent pas la sécurité collective, que ce soit celle de la SDN ou de l'URSS. Après l'analyse de l'historiographie, il semble évident que les auteurs auraient dû traiter de cette politique qui a été non négligeable dans la diplomatie européenne des années 1930. Findley et Rothney mentionnent cependant qu'à cause de *Mein Kampf*, la France et la Grande-Bretagne n'ont pas et auraient dû percevoir la menace allemande (p. 128). Les historiens Peter Jackson et Georges-Henri Soutou contredisent cette affirmation, soutenant que c'est justement le livre d'Hitler qui a

¹³¹ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 7 et Michael J. Carley. *L'alliance de la dernière chance [...]*, *Op. Cit.* Page 167.

¹³² Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Pages 121 et 130.

alerté la France et favorisé son rapprochement avec l'URSS. Findley et Rothney ainsi que Coffin et Stacey devraient donc revoir cette section¹³³.

Les réactions aux agressions allemandes

Si les manuels de niveau collégial ne couvrent pas tous les aspects de la diplomatie d'avant guerre, ils accordent une grande importance aux nombreuses agressions perpétrées par l'Allemagne dans les années 1930. L'étude de ces agressions constitue en effet la quasi-totalité de l'information concernant les années 1930.

Le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne

Bien que Langlois ait consacré une section à « la marche à l'abîme » (p. 137), que Simard en ait une intitulée « la montée des périls » (p. 167), que Findley et Rothney aient « The Road to War » (p. 128) et que Coffin et Stacey aient « German Rearmament and the Politics of Appeasement » (p. 690), aucun d'entre eux ne traite du rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne. Seul le manuel de Langlois l'évoque dans un encadré dans une carte faisant état des agressions allemandes (p. 140). Cet épisode est cependant considéré par plusieurs historiens comme étant un pas vers la guerre puisque cette action constituait une violation directe du traité de Versailles. De plus, cela a fait en sorte que la France, même si elle n'a pas agi concrètement pour dissuader l'Allemagne, est devenue plus méfiante à l'endroit de l'Allemagne et a, en réaction à cette agression, initié un rapprochement avec l'URSS¹³⁴.

¹³³ Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 57 et Georges-Henri Soutou. *Op. Cit.* Page 61.

¹³⁴ Pierre Milza. *Op. Cit.* Page 176 et Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Page 132.

La remilitarisation de la Rhénanie

Pour les auteurs des manuels de Cégep à l'étude, la première agression perpétrée par l'Allemagne a été la remilitarisation de la Rhénanie. Il est écrit, dans les manuels de Langlois (p. 140) et de Simard (p. 171), que la France s'est contentée de protester contre cette agression. Findley et Rothney ajoutent un détail : ils soutiennent que c'est en partie à cause de la décadence de sa société que la France n'a pas réagi contre la remilitarisation de la Rhénanie par l'Allemagne (p. 129). Cela rejoint la thèse controversée prônée par Jean-Baptiste Duroselle, Peter Jackson, Silvio Pons, Paul Kennedy et Talbot Imlay selon laquelle la décadence de la société française a paralysé l'indépendance d'esprit de la France sur la scène diplomatique européenne dans les années 1930¹³⁵. Coffin et Stacey, eux, écrivent seulement que la France et la Grande-Bretagne ne se sont pas opposées militairement à cette agression (p. 690).

Le manuel de Findley et Rothney ainsi que celui de Langlois ajoutent que la France n'a pas voulu agir sans l'appui de la Grande-Bretagne. Cette dernière aurait refusé de s'opposer à la remilitarisation de la Rhénanie car elle croyait que c'était là un geste légitime de l'Allemagne pour protéger sa frontière. Ces deux manuels rejoignent ici l'opinion de Parker qui soutient que la Grande-Bretagne considérait que plusieurs demandes allemandes, dont la remilitarisation de la Rhénanie, étaient justifiées puisque le traité de Versailles avait été trop sévère à son endroit. L'Allemagne était donc en droit de rétablir l'injustice commise en sa défaveur¹³⁶.

¹³⁵ Jean-Baptiste Duroselle, *Op. Cit.*, Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 225, Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 115, Paul Kennedy et Talbot Imlay dans Gordon Martel. *Op. Cit.* Page 125.

¹³⁶ R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 28.

La guerre civile espagnole

Les manuels de Langlois et de Coffin et Stacey sont ceux qui fournissent le plus de détails sur la guerre civile espagnole. Langlois mentionne l'appui germano-italien aux rebelles espagnols (p. 138) et le refus d'intervenir de la France et de la Grande-Bretagne, sans toutefois faire référence à la politique de non-intervention (p. 139). Coffin et Stacey ajoutent que l'URSS est intervenue dans le conflit en envoyant des troupes pour venir en aide aux troupes communistes se battant sous la bannière républicaine (p. 690). Bien que les historiens confirment que l'URSS a bien aidé les forces républicaines, aucun ne fait mention que cette aide est été apportée uniquement aux troupes communistes espagnoles. En fait, ni Pons, ni Neilson, ni Carley n'écrivent que les forces républicaines étaient divisées selon des factions politiques. Coffin et Stacey écrivent aussi un détail insolite : selon eux, l'aide envoyée à la République espagnole aurait été de la même nature que celle envoyée par l'Allemagne aux rebelles. Ils affirment en effet que les Soviétiques comme les Allemands auraient envoyé des « conseillers » militaires, sans plus. Les historiens démentent cependant cette affirmation. L'Allemagne a envoyé des troupes de combats qui se sont battues dans le conflit alors que l'URSS a, elle, vraiment envoyé des conseillers militaires dont la mission était d'épauler les forces républicaines. Il est vrai que quelques-uns de ces conseillers ont conduit des chars et des avions pendant la bataille de Madrid en 1936 mais sans plus. Elle a aussi envoyé des armes, que la République avait préalablement payées. Bref, l'aide soviétique était très différente de celle de l'Allemagne comme le prouvent les historiens¹³⁷.

¹³⁷ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 55, Keith Neilson. *Op. Cit.* Page 189, Michael J. Carley. « “Only the USSR Has [...] » », *Op. Cit.* Page 215, Daniel Kowalsky. *Op. Cit.* Pages 171 et 173, Stanley Payne. *Op. Cit.* Page 164, Michael J. Carley « Caught in a Cleft Stick [...] » », *Op. Cit.* Pages 164 et 215 et Anthony Beevor. *Op. Cit.* Pages 245 et 254.

Selon Langlois, la guerre civile espagnole a été un conflit opposant démocratie et fascisme. Les historiens s'entendent pourtant pour dire, peu importe leur position, que l'URSS a aussi fait partie de ce conflit en envoyant armes, munitions et conseillers militaires à la République espagnole. De plus, le mouvement républicain espagnol comprenait des sociaux-démocrates, des anarchistes, des socialistes et des communistes, faisant en sorte que le conflit espagnol ne peut se résumer à une opposition démocratie-fascisme¹³⁸.

Le manuel de Simard est plus avare de commentaires sur le conflit espagnol. Il se contente de dire, en premier lieu, que « la plupart des pays optent pour la non-intervention » (p. 171), ce que les historiens corroborent. En deuxième lieu, il affirme, à juste titre, que « seule l'URSS soutient le gouvernement républicain légitime d'Espagne dans cette guerre » (p. 171). Bien qu'il n'y ait pas plus de détails, ce manuel est le seul à faire état de l'intervention soviétique dans le conflit espagnol¹³⁹.

Le manuel de Findley et Rothney, lui, ne fait pas allusion à ce conflit qui a pourtant joué un rôle important dans la montée des tensions européennes. Il s'agit d'un défaut de ce manuel qui devrait être corrigé.

L'Anschluss

Les manuels de Langlois (p. 140) et de Coffin et Stacey (p. 691) se contentent de mentionner rapidement l'Anschluss comme étant un geste posé pour réunir les populations allemandes dans le Reich, ce qui rejoint les propos de Findley et

¹³⁸ Michael J. Carley « Caught in a Cleft Stick [...] », *Op. Cit.* Page 174 et Marisa Fernandez. *Op. Cit.* Page 85.

¹³⁹ Donald W. Treadgold. *Op. Cit.* Page 304, Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 244, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 215, Silvio Pons. *Op. Cit.* Pages 44 et 55 et Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Page 189.

Rothney qui précisent que c'est le principe d'autodétermination des peuples qui a motivé ce geste (p. 129). Cela rejoint les affirmations des historiens. Ensuite, alors que le manuel de Langlois ne fournit aucune information sur la réaction des grandes puissances à cette agression allemande, celui de Simard (p. 172) et celui de Findley et Rothney (p. 129) précisent que l'Occident n'y a réagi que mollement, ce avec quoi les historiens sont aussi d'accord. Aucun manuel ne fait cependant mention des protestations et de l'appel à la sécurité collective lancés par l'URSS. Finalement, les deux manuels québécois mentionnent que l'Anschluss a été un annonciateur de l'imminente crise tchécoslovaque (p. 140), ce qui est aussi confirmé par l'historiographie. Ils ne font toutefois pas allusion au fait que l'URSS avait prévenu les autres nations de cette éventualité¹⁴⁰.

La crise tchécoslovaque

Les deux manuels québécois n'abordent que superficiellement la crise tchécoslovaque. Selon un point de vue centré sur l'Occident, ils affirment que, suite aux demandes allemandes, la France et la Grande-Bretagne ont accepté le démembrement de la Tchécoslovaquie lors de la conférence de Munich (Langlois p. 140 et Simard p. 172). Nulle mention n'est faite du rôle de l'URSS. Le manuel de Simard mentionne toutefois les traités d'assistance mutuelle (signés entre la France, l'URSS et la Tchécoslovaquie) mais, fait étrange, ne précise pas que ce traité a été signé par l'URSS; il ne fait référence qu'à la France et à la Tchécoslovaquie. Il est donc difficile de croire qu'il s'agit d'un oubli, laissant penser qu'il s'agit d'une omission volontaire de faits, ce qui est impardonnable de la part d'un pédagogue.

¹⁴⁰A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 137, R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 132 et 163, Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 114, Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 253, Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 107, Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 50 et Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 2, *Op. Cit.* Page 369.

Le manuel de Findley et Rothney est plus complet au sujet de la crise tchécoslovaque que les deux manuels québécois. Il est en effet question du traité d'assistance mutuelle et, contrairement au manuel de Simard, celui de Findley et Rothney précise qu'il a aussi été signé par l'URSS (p. 129). Il est ensuite écrit qu'Hitler voulait complètement annexer la Tchécoslovaquie; le manuel adopte donc le point de vue de la majorité des historiens qui croient aussi que l'Allemagne voulait la destruction complète de la Tchécoslovaquie, allant contre la thèse de l'historien Donald Cameron Watt qui soutient le contraire. Findley et Rothney écrivent aussi que la Grande-Bretagne a appliqué sa politique d'*appeasement* lors de la crise tchécoslovaque pour gagner du temps pour se réarmer (p. 130). Cela concorde avec le point de vue de l'historien R. A. C. Parker qui soutient que d'appliquer l'*appeasement* lors de la crise tchécoslovaque était une stratégie servant à réarmer la Grande-Bretagne dans l'éventualité où cette politique échouerait¹⁴¹.

Le manuel de Coffin et Stacey fait une description des événements de la crise tchécoslovaque très centrée sur les agissements de la Grande-Bretagne. Il y a une description juste des raisons qui ont poussé les Britanniques à ne pas s'investir dans le conflit et de l'*appeasement* comme politique qui a mené à cette capitulation. L'URSS n'est mentionnée qu'une fois lorsque les auteurs précisent qu'elle a été exclue de la conférence de Munich. Nulle mention n'est faite du traité d'assistance mutuelle ni des appels à la résistance lancés par Litvinov.

Les négociations du printemps et de l'été 1939

Fait étrange, les quatre manuels à l'étude ne traitent d'aucune façon des négociations de 1939 en tant que tel. Ils mentionnent tous que l'Allemagne a violé

¹⁴¹ Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Page 104, Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 263, Jonathan R. Delman et Deborah Anne Palmieri. *Op. Cit.* Page 79, Donald Cameron Watt. *Op. Cit.* Page 142 et R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Page 69.

l'accord de Munich en envahissant le reste de la Tchécoslovaquie (Langlois p. 141, Simard p. 172, Findley et Rothney p. 130 et Coffin et Stacey p. 691). Alors que Langlois ne fait que mentionner ce fait, Simard affirme que cela s'est fait dans « l'indifférence générale » (p. 172). Bien que les grandes puissances n'aient pas posé de gestes concrets pour empêcher cette nouvelle agression allemande, plusieurs historiens contredisent Simard et soutiennent que, en plus de piquer à vif les gouvernements français et britanniques et les rendant plus au fait de l'importance de la menace allemande, l'invasion du reste de la Tchécoslovaquie a fait pencher l'opinion publique occidentale en faveur d'une alliance avec la Tchécoslovaquie. De plus, l'historien Donald C. Watt affirme que la Grande-Bretagne a réagit à la violation de l'accord de Munich en proposant une alliance à l'URSS. Plusieurs historiens contredisent cependant Watt en soutenant que c'est l'URSS qui a proposé une alliance à la France et à la Grande-Bretagne. Simard devra revoir son « indifférence générale »¹⁴².

Le manuel de Findley et Rothney ajoute comme information que, en réponse à l'invasion du reste de la Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne a garanti l'intégrité de la Pologne qu'elle croyait être la prochaine victime allemande (p. 130). Cela concorde avec les propos de l'historien A. J. P. Taylor¹⁴³.

Outre ces informations concernant la réaction des grandes puissances à l'invasion du reste de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne, rien, et j'entends bien absolument rien n'est écrit à propos des négociations du printemps et de l'été 1939. Les manuels sautent tous de l'épisode tchécoslovaque à la signature du pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939. Il est étrange que des négociations aussi

¹⁴² Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 368, Donald Cameron Watt. *Op. Cit.* Pages 118 et 247, Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 2, *Op. Cit.* Page 390, Geoffrey Roberts. *Op. Cit.* Page 61, Silvio Pons. *Op. Cit.* Pages 151 et 157 et A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 234.

¹⁴³ A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 209.

importantes aient été ignorées par tous les auteurs. Chose certaine cependant, il faudrait remédier à la situation en abordant, au-moins de façon minimale, ces négociations qui auraient pu changer significativement la diplomatie européenne d'avant guerre¹⁴⁴.

Le pacte de non-agression germano-soviétique

Les manuels de Simard et de Findley et Rothney sont peu loquaces quant au pacte de non-agression germano-soviétique. Il y est simplement écrit que ce pacte a permis à l'Allemagne d'envahir la Pologne sans avoir à encourir le risque d'une guerre sur deux fronts (Simard p. 173 et Findley et Rothney p. 130).

Le manuel de Langlois, sans traiter des négociations du printemps et de l'été 1939, écrit que l'URSS « se retire du jeu » et a signé ce pacte avec l'Allemagne car elle a perdu confiance en la France et la Grande-Bretagne (p. 141). Il sous-entend donc que l'URSS a considéré la possibilité de s'allier avec l'Occident et qu'elle a déjà fait partie « du jeu », sans préciser la signification de cette expression. Ce passage aurait été une belle occasion pour Langlois de traiter des négociations de 1939. Néanmoins, plusieurs historiens confirment le fait que l'URSS a signé le pacte de non-agression avec l'Allemagne parce qu'elle avait perdu confiance en la France et la Grande-Bretagne. De ce fait, Langlois adhère à la thèse de plusieurs historiens selon laquelle l'Union Soviétique aurait souhaité appliquer la sécurité collective jusqu'en août 1939. Ensuite, Langlois écrit que ce pacte a été signé par l'URSS car elle voulait gagner du temps (p. 142). Cela contredit l'opinion de Robert H. Donaldson et de Joseph L. Noguee selon laquelle l'URSS aurait simplement voulu

¹⁴⁴ Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 102 et Michael J. Carley. *1939, L'alliance de la dernière chance* [...], *Op. Cit.* Page 251.

éviter d'être plongée dans une guerre européenne mais cela rejoint l'opinion de l'historien Donald Treadgold¹⁴⁵.

Les propos du manuel de Coffin et Stacey sont assez proches de ceux du manuel de Langlois. Ils écrivent « In a cynical reversal of their anti-Nazi proclamations, the Soviet signed a non-aggression pact with the Nazis in August 1939 » (p. 691). Ainsi, sans jamais mentionner directement que l'URSS menait activement des négociations avec les puissances occidentales pour établir un front antinazi, Coffin et Stacey disent que l'URSS a *changé* sa politique en se tournant vers l'Allemagne. Comme Langlois, ils ont manqué une belle occasion de traiter des négociations du printemps et de l'été 1939 qui ont mené à la signature de ce pacte.

Deux thèmes controversés

Comme il a été vu dans l'analyse de l'historiographie dans le chapitre précédent, deux sujets n'étant pas liés à la suite chronologique de la montée européenne des tensions des années 1930 ont une incidence sur la façon de faire de l'histoire. Bien que les historiens abordent ces sujets, il serait intéressant de savoir si les pédagogues, soumis à des impératifs de concision imposés par le niveau collégial, parviennent malgré tout à aborder ces sujets.

Le rôle de l'anticommunisme

Aucun des deux manuels québécois étudiés ne fait référence, directement ou indirectement, à l'anticommunisme comme un facteur ayant influencé la diplomatie européenne des années 1930. Le manuel de Findley et Rothney, en revanche, y fait

¹⁴⁵ Hugh Ragsdale. *Op. Cit.* Pages 175-176 et 181, R. A. C. Parker. *Op. Cit.* Pages 92 et 242, Donald W. Treadgold. *Op. Cit.* Page 317, Geoffrey Roberts cité dans Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations [...] », *Op. Cit.* Page 785, Donald Cameron Watt. *Op. Cit.* Page 245, Craig R. Nation. *Op. Cit.* Page 100, A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 231, Robert H. Donaldson et de Joseph L. Noguee. *Op. Cit.* Page 55 et Michael J. Carley. *1939, L'alliance de la dernière chance [...]*, *Op. Cit.* Page 251.

allusion une fois : « He [Chamberlain] had little faith in help from the Soviet Union, whose communism seemed to conservatives a greater menace than Germany's anticommunist Nazism [...] » (p. 129). Cela rejoint l'opinion de plusieurs historiens qui croient aussi que l'anticommunisme a motivé la Grande-Bretagne à ne pas s'allier avec l'URSS. Les auteurs du manuel ne donnent toutefois pas de précisions sur les effets qu'a eu l'anticommunisme sur la scène diplomatique européenne, soit l'instauration d'une atmosphère de guerre froide et l'empêchement d'établir un front commun antinazi comme le dictait la raison d'État¹⁴⁶.

Coffin et Stacey mentionnent aussi brièvement le rôle de l'anticommunisme dans la montée des tensions des années 1930. Ils écrivent que plusieurs personnes, sans mentionner lesquelles, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, considéraient l'Allemagne nazie comme un bon rempart contre le communisme soviétique. De ce fait, l'URSS était l'ennemi numéro un pour ces gens. Coffin et Stacey précisent cependant que d'autres personnes, elles aussi anonymes, voyaient l'Allemagne comme la principale menace à la paix européenne (p. 689)¹⁴⁷.

L'impact de l'ouverture partielle des archives soviétiques sur l'historiographie

Malgré l'importance que l'ouverture partielle des archives soviétiques a eue sur la façon de faire l'histoire de l'Union Soviétique, aucun des quatre manuels étudiés n'en fait mention. Cette carence d'information est une entrave à la bonne compréhension de la façon de faire l'histoire du public collégial. Elle est d'autant plus impardonnable pour les deux manuels québécois, conçus spécialement pour les

¹⁴⁶ Michael J. Carley. « Behind Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 166, Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 104, Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Page 218, A. J. P. Taylor. *Op. Cit.* Page 163 et Gabriel Gorodetsky. *Op. Cit.* Page 34.

¹⁴⁷ Michael J. Carley. « Behind Stalin's Moustache [...] », *Op. Cit.* Page 161, David Carlton. *Op. Cit.* Page 49, Peter Jackson. *Op. Cit.* Page 179, Keith Neilson. *Britain, Soviet Russia [...]*, *Op. Cit.* Page et Jonathan Haslam. « Soviet-German Relations [...] », *Op. Cit.* Page 792.

cours de Cégep dont un des principaux objectifs est de « démontrer l'importance des documents dans la construction du savoir historique » selon la compétence 022L¹⁴⁸. Traiter de l'ouverture partielle des archives soviétiques et de l'impact que cela a eu sur l'historiographie aurait été une occasion en or d'allier méthode de recherche en histoire et enrichissement d'une des compétences du cours.

Bilan du traitement de l'URSS dans les manuels étudiés

Maintenant que l'analyse du contenu des manuels a été faite de manière thématique, les forces et faiblesses de chacun d'eux sont connues pour des sujets précis. Il serait toutefois intéressant d'avoir une idée plus générale du traitement que les manuels à l'étude ont fait de l'URSS et de ses relations internationales pendant les années 1930. Ainsi, la prochaine section répondra à la question suivante : l'URSS occupe-t-elle une place représentative de son rôle diplomatique dans les années 1930 ?

Manuel de Georges Langlois

Parmi les quatre manuels étudiés, c'est celui de Langlois qui contient le plus d'informations par rapport à l'URSS. C'est en effet le seul manuel à faire une référence indirecte à la sécurité collective soviétique en affirmant que l'URSS a brisé son isolement après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en proclamant sa volonté de lutter contre le fascisme (p. 136). De plus, Langlois soutient, dans le passage sur la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, que l'URSS a signé ce pacte parce qu'elle avait perdu confiance en la France et la Grande-Bretagne (p. 141) Cela laisse penser que les Soviétiques auraient signé le pacte de non-agression après

¹⁴⁸ *Sciences humaines; programme d'études préuniversitaires 300.A0*, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, des loisirs et du sport, 2010. Page 88.

avoir abandonné la sécurité collective, ce qui rejoint l'opinion de plusieurs historiens évoquée dans l'historiographie.

Outre ces passages faisant allusion à la politique de sécurité collective soviétique, le rôle de l'URSS est plutôt effacé. L'Union Soviétique n'est pas mentionnée des pages 137 à 140, pages qui retracent l'essentiel de la montée des tensions européennes des années 1930, passant du retour du service militaire obligatoire en Allemagne en 1935 à la crise de Munich de 1938. Il n'est donc pas question des appels répétés lancés en faveur de l'établissement d'un front commun antinazi lors de la remilitarisation de la Rhénanie, de la guerre civile espagnole, de l'Anschluss et de la crise Tchécoslovaque, sans oublier l'absence de négociations de 1939. Ainsi, malgré le fait que le manuel de Langlois traite quelque peu de la sécurité collective soviétique, il y a de grands trous à combler quant au rôle joué par l'URSS sur la scène diplomatique européenne dans les années 1930.

Manuel de Marc Simard

Il est très peu question des agissements de l'Union Soviétique dans le manuel de Marc Simard, ce dernier ne l'ayant explicitement évoquée que quatre fois (pages 170, 171 et 173). À l'inverse, il est abondamment question des nations occidentales et des puissances coloniales, comme le démontre la page 169 qui leur est exclusivement consacrée. De plus, à la page 171 du manuel, l'auteur traite de la signature du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique de 1935, mentionnant donc une action posée par l'URSS. Par contre, il n'en est question que dans un passage consacré à la politique extérieure française, ce qui revient à dire que Simard n'a traité de l'Union Soviétique que parce qu'elle a eu affaire à la France et non à cause de l'importance intrinsèque de son rôle.

Le discours du manuel de Marc Simard est aussi et surtout centré autour de la dualité Occident-Allemagne. En effet, lorsqu'il est question de la diplomatie européenne dans les années 1930, le contenu du manuel traite uniquement des pays démocratiques et fascistes, effaçant totalement le rôle du troisième joueur politique qu'était l'URSS communiste. Ensuite, dans la partie traitant de la montée des tensions en Europe (pages 171-173), le contenu est centré autour de l'Allemagne et des agressions qu'elle a commises. Simard joint à cette information les réactions des puissances occidentales à ces agressions. Les réactions et agissements de l'URSS face à ce danger grandissant sont encore une fois tus.

Enfin, Marc Simard traite de la sécurité collective mais aborde uniquement le projet mis de l'avant par la SDN, taisant complètement celui de l'URSS (page 170). Ainsi, selon ce que rapporte l'auteur, la sécurité collective n'aurait été que l'apanage de l'Occident, l'URSS n'y ayant pas pris part. Comme l'a démontré l'analyse de l'historiographie, plusieurs historiens s'entendent pour dire que l'Union Soviétique avait déployé de grands efforts dès 1933 pour appliquer son projet de sécurité collective visant à dissuader l'Allemagne de déclencher un nouveau conflit paneuropéen grâce à l'établissement d'alliances internationales¹⁴⁹. Ainsi, à la question à savoir si l'URSS tient un rôle représentatif de ses agissements diplomatiques dans les années 1930, la réponse qui s'impose est que non, l'URSS est loin d'avoir la place qui lui revient dans le manuel de Marc Simard.

Manuel de Carter V. Findley et John A. M. Rothney

Comme dans le manuel de Marc Simard, il est très peu question de l'URSS dans le manuel de Findley et Rothney. Ces deux auteurs soutiennent aussi que les

¹⁴⁹ Silvio Pons. *Op. Cit.* Page 7.

années 1930 ont été un bras de fer diplomatique entre l'Occident et l'Allemagne où l'URSS n'a été qu'une ombre qui ne devait se réveiller qu'en 1941. Sa politique de sécurité collective n'est pas mentionnée et aucun passage n'y fait allusion comme c'est le cas dans le manuel de Langlois. Il est certes question de l'URSS lors de la crise tchécoslovaque alors que les auteurs écrivent qu'elle avait signé deux pactes avec la France et la Tchécoslovaquie en 1935 (p. 129). Ils ne fournissent cependant aucune autre information à ce propos et taisent le rôle que l'URSS a joué lors de cette crise malgré ce traité qui l'impliquait autant que la France dont il est pourtant abondamment question.

Là où ce manuel se distingue des deux autres est qu'il évoque l'anticommunisme comme étant une raison qui a poussé Chamberlain à éviter à tout prix une alliance avec l'URSS (129). Rejoignant la thèse de l'historien Michael Carley, Findley et Rothney soutiennent que Chamberlain croyait que la plus grande menace à la paix européenne était non pas l'Allemagne nazie mais le communiste dont le foyer était évidemment l'URSS.

Outre cela, Findley et Rothney taisent le rôle joué par l'URSS lors de la montée des tensions européennes dans années 1930, tout comme les manuels de Langlois et de Simard. Comme Marc Simard, ils centrent leur discours sur la dualité Occident-Allemagne, traitant abondamment de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne et oubliant complètement le quatrième joueur d'importance sur la scène diplomatique européenne des années 1930 qu'était l'URSS. En effet, l'URSS n'est mentionnée que quatre fois dans les pages traitant des relations internationales européennes des années 1930 (p. 128-131). Il y a donc une disproportion évidente dans le traitement accordé aux principaux protagonistes de cette période.

Manuel de Coffin et Stacey

Le manuel de Coffin et Stacey a ceci de particulier qu'il traite de l'URSS surtout dans les années 1920 et n'aborde que sa situation interne en traitant de la NEP, de la collectivisation et des plans quinquennaux. Il contient cependant peu d'information sur le sujet concerné par ce mémoire, soit les relations internationales soviétiques dans les années 1930. C'est la raison pour laquelle Coffin et Stacey ne mentionnent pas la sécurité collective ni ne fournissent d'information sur les nombreuses tentatives qui ont été faites pour établir cette politique.

Comme pour les autres manuels, les seuls passages de celui de Coffin et Stacey qui traitent superficiellement des relations internationales soviétiques se trouvent dans une section consacrée à la montée des tensions européennes. Il y est aussi surtout question de l'Allemagne et des démocraties occidentales, soit la France, la Grande-Bretagne et, dans ce cas-ci, les États-Unis. Coffin et Stacey accordent d'ailleurs une grande place aux deux nations anglo-saxonnes sur la scène diplomatique. S'il peut être logique d'aborder plus en détail les agissements de la Grande-Bretagne à cette période, il l'est cependant moins de le faire pour les États-Unis qui n'étaient alors qu'un petit joueur sur la scène internationale, européenne d'autant plus. Cette exagération du rôle des États-Unis paraît encore plus forte lorsqu'on se rend compte que celui de l'URSS est presque éclipsé; elle avait pourtant tenu une place beaucoup plus importante en s'impliquant activement dans la diplomatie européenne, ce que les États-Unis se refusaient à faire.

Ainsi, en plus de faire référence à l'URSS dans des passages sur l'anticommunisme (p. 689), la conférence de Munich et sur le pacte de non-agression germano-soviétique (p. 691), le manuel de Coffin et Stacey ne mentionne l'URSS que dans un passage sur la guerre civile espagnole, passage qui déforme les faits

historiques, d'ailleurs (p. 690). Comme dans les trois autres manuels, l'Union Soviétique paraît donc comme un petit joueur qui n'avait pas le pouvoir de changer les choses, ce que les historiens ont démontré comme étant faux. En effet, tant les partisans de la thèse selon laquelle l'URSS aurait voulu s'allier avec l'Allemagne que ceux soutenant qu'elle voulait appliquer la sécurité collective admettent que le poids militaire soviétique allait avantager le camp dans lequel l'URSS se trouverait. Coffin et Stacey auraient donc dû traiter davantage de l'URSS dont les décisions diplomatiques ont constitué un facteur de premier plan dans les années 1930.

Chapitre 3

CONCLUSION

Le point final à une histoire encore inachevée

Le résumé de l'historiographie, fait tout au long du premier chapitre de ce mémoire, a démontré que les historiens sont très souvent divisés quand il s'agit d'interpréter les intentions des dirigeants soviétiques sur la scène diplomatique européenne des années 1930. Tous ne s'entendent pas sur l'importance du rôle qu'a joué l'URSS ni le but qu'elle visait en poursuivant sa politique de sécurité collective. Alors que certains aspects des relations internationales soviétiques sont très controversés, d'autres le sont moins et font presque l'objet d'un consensus au sein de la communauté historique.

Comme il a été vu dans le premier chapitre, la grande majorité des historiens s'entend pour dire que l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne a provoqué des changements importants dans la politique extérieure soviétique, l'Allemagne nazie étant perçue comme une menace importante. Cependant, les historiens se querellent à propos de la sincérité de la politique de sécurité collective qui a été adoptée en 1933 pour contrer la menace allemande. Alors que certains disent qu'elle n'était qu'une diversion pour cacher une alliance secrète avec l'Allemagne, les autres croient que l'Union Soviétique désirait bel et bien appliquer cette politique pour assurer sa sécurité.

L'opinion des historiens diverge aussi sur les raisons qui ont poussé la France et la Grande-Bretagne à ne pas adhérer à la politique de « sécurité collective » prônée par l'URSS. Pour ce qui est de la Grande-Bretagne, certains croient que son refus est

dû au fait qu'elle préférerait une médiation internationale parrainée par la Société des Nations à une alliance de coercition qui risquerait de provoquer une guerre contre l'Allemagne. D'autres sont plutôt d'avis que les politiciens britanniques pensaient pouvoir négocier la paix avec Hitler qu'ils percevaient comme un révisionniste modéré. Les autres historiens croient que le refus de la Grande-Bretagne de participer à la sécurité collective est l'œuvre de l'anticommunisme de ses politiciens qui préféreraient un rapprochement avec une Allemagne nazie à une alliance avec la Russie communiste. Ces historiens sont d'avis que les politiciens britanniques ont fait primer l'idéologie sur la raison d'État, ce qui a laissé libre cours aux ambitions hitlériennes et ainsi amené l'escalade des tensions européennes d'avant guerre.

Pour ce qui est de la France, l'anticommunisme des politiciens est aussi évoqué comme une raison qui a poussé ce pays à ne pas s'investir dans la politique de sécurité collective soviétique. Certains historiens pensent plutôt que ce refus était dû à la « décadence » de la société française, très divisée entre la droite et la gauche et ainsi incapable de prendre des décisions sur la scène internationale. Cela l'aurait incité à calquer sa politique extérieure sur celle de la Grande-Bretagne et, ainsi, à imiter son refus de s'allier avec l'Union soviétique.

Le premier chapitre a aussi démontré que la communauté historique est aussi divisée sur les intentions de l'URSS lors de chaque agression provoquée par l'Allemagne dans les années 1930. Il est vrai que le retour du service militaire obligatoire en Allemagne et la remilitarisation de la Rhénanie par cette dernière n'ont pas enflammé les passions. Le rôle qu'a joué l'Union Soviétique dans la guerre civile espagnole est toutefois l'objet de litiges importants. Les historiens ne s'entendent pas sur les raisons qui ont poussé l'URSS à participer à ce conflit. Alors que les uns

affirment qu'elle voulait saisir cette occasion pour fomenter une révolution communiste en Espagne, d'autres pensent que l'URSS ne voulait que mettre la main sur les réserves d'or espagnol. Les derniers historiens sont finalement d'avis que l'URSS s'est investie dans le conflit pour démontrer aux démocraties occidentales qu'il était possible de résister à une agression fasciste et espéraient ainsi profiter de l'occasion pour établir une coalition visant à empêcher de telles agressions.

Alors que l'Anschluss est considéré comme un événement appréhendé mais qui n'a pas provoqué une crise internationale par la plupart des historiens, les intentions soviétiques font l'objet de peu de débats. La crise tchécoslovaque, par contre, est très controversée. Certains historiens prétendent que l'URSS n'a jamais eu l'intention d'intervenir pour aider la Tchécoslovaquie à se défendre contre une agression allemande. D'autres, plus nuancés, affirment que même si l'Union Soviétique avait voulu aider son alliée, elle en aurait été incapable à cause de la faiblesse de son armée. Certains historiens, s'appuyant sur des archives, soutiennent que l'URSS désirait réellement aider la Tchécoslovaquie et qu'elle avait même mobilisé partiellement son armée pour cette éventualité. Le fait que ces propos soient fondés sur des archives tend à leur conférer une plus grande crédibilité. Cependant, quelques historiens prétendent malgré tout que l'URSS, même si elle avait partiellement mobilisé son armée, n'aurait pas pu venir efficacement en aide à son alliée. De telles spéculations, bien que fondées sur aucun document, contribuent à entretenir les querelles entre historiens.

La communauté historique est aussi divisée à propos des négociations du printemps et de l'été 1939. Des historiens sont d'avis que l'URSS a sincèrement proposé la tenue de négociations devant mener à une alliance tripartite avec la France et la Grande-Bretagne. D'autres ne manquent pas de penser le contraire. Il en va de

même pour les intentions de la France et de la Grande-Bretagne; alors que des historiens croient qu'elles voulaient, cette fois, sincèrement s'allier avec l'URSS, d'autres doutent de leur sincérité et pensent qu'elles ne voulaient que distraire les Soviétiques pour qu'ils ne concluent pas un pacte avec l'Allemagne. Tous s'entendent cependant pour dire que ces négociations furent un échec, peu importe le but qu'elles visaient. Non seulement n'aboutirent-elles pas à une entente entre les démocraties occidentales et l'URSS mais se terminèrent-elles par la signature du pacte de non-agression germano-soviétique.

Ce pacte fait lui-aussi l'objet d'une controverse parmi la communauté historique. Plusieurs historiens sont d'avis que l'URSS a signé ce pacte *suite* à l'échec des négociations de l'été 1939. Comme Staline et d'autres hauts dirigeants soviétiques avaient des doutes grandissants quant à la sincérité de la délégation occidentale à vouloir réellement conclure une entente avec l'Union Soviétique, ils ont ouvert une deuxième voie de négociation en entamant des négociations secrètes avec l'Allemagne. L'Allemagne étant déterminée à en venir à une entente avec les Soviétiques, les négociations allèrent rondement et débouchèrent un mois plus tard sur le pacte de non-agression. D'autres historiens soutiennent toutefois que c'est la signature de ce pacte qui a causé l'échec des négociations de l'été 1939. Selon eux, l'URSS n'aurait soit jamais voulu appliquer la sécurité collective ou aurait abandonné ce projet au courant des années 1930. Les arguments qu'ils avancent, en plus d'être rarement fondés sur les archives soviétiques, tiennent difficilement la route. Si l'URSS n'avait pas voulu appliquer la sécurité collective, lui privilégiant une alliance avec l'Allemagne, les efforts déployés pour appliquer cette politique ont été une excellente diversion qui devrait faire école pour tout État voulant berner les autres quant à ses intentions. Aucun État avant ou après elle n'a dépensé autant

d'énergie pour négocier l'application d'une politique dont il ne voulait pas, plusieurs ayant même dépensé moins d'énergie pour réaliser un projet qu'ils désiraient réellement appliquer.

Le premier chapitre de ce mémoire a aussi démontré que l'anticommunisme a joué un rôle important dans la mise en échec de la sécurité collective. En effet, plusieurs dirigeants britanniques et français ont fait primer l'idéologie sur la raison d'État, préférant ainsi s'opposer à une URSS, se sentant menacée par l'Allemagne nazie, qui voulait s'allier avec eux plutôt que faire face seule au danger hitlérien. Bien que certains politiciens, plus pragmatiques aient prêché en faveur d'une alliance avec l'URSS, se furent les idéologues de droite qui détenaient le pouvoir et qui leur imposèrent donc leur vision de la diplomatie européenne.

Finalement, l'ouverture partielle des archives soviétiques au début des années 1990 a changé l'historiographie en amenant de nouveaux éléments d'analyse et de preuves aux historiens. Elle leur a en effet permis de mieux connaître les intentions et les gestes posés par les dirigeants soviétiques au cours des années 1930. Cependant, plusieurs historiens persistent toujours à ne pas consulter ces documents, ce qui amène des divergences de point de vue entre leurs travaux et ceux des historiens qui ont consultés ces archives. Dans ce mémoire, les historiens ayant peu ou pas consulté ces documents adoptent généralement la thèse selon laquelle l'URSS n'aurait pas sincèrement voulu appliquer la sécurité collective. Les historiens ayant consulté les archives soutiennent, au contraire et preuve à l'appui, que l'Union Soviétique a bien voulu appliquer la sécurité collective et ce, jusqu'à la mi-juillet 1939. Le fait de consulter les archives soviétiques maintenant partiellement accessibles semble donc permettre aux historiens de s'approcher davantage de la « vérité » historique qu'ils ne le pouvaient auparavant.

Le deuxième chapitre a quant à lui démontré que le contenu des manuels de Cégep était un résumé très rudimentaire, adapté au niveau académique du collégial et non un résumé exhaustif de l'historiographie. Pour le manuel de Georges Langlois, le contenu était parfois semblable à l'historiographie alors que, dans d'autres cas, il n'y concordait pas. Parfois, il donnait une information contradictoire aux propos unanimes de la communauté historienne alors que, dans d'autres cas, cette dissonance était le fruit d'un manque de nuances de la part du manuel qui était, il faut le préciser, contraint de résumer à outrance la matière, ce qui ne permettait pas de faire de telles nuances. Un exemple d'une telle situation est lorsque Langlois mentionne que l'URSS brise son isolement pour lutter contre le fascisme alors que, dans les faits, elle voulait lutter contre le nazisme, forme purement allemande du fascisme. À titre de preuve, Staline a longtemps désiré coopérer avec l'Italie de Mussolini. Finalement, à cause de cet impératif de résumer, le manuel taisait des événements qui semblaient importants à une bonne compréhension de l'ensemble des faits de cette période.

Les trois autres manuels abordaient la montée des tensions européennes des années 1930 surtout d'un point de vue germano-occidental. Ils abordaient peu les relations internationales de l'URSS qui a pourtant joué un rôle important sur la scène diplomatique européenne. Les deux manuels anglophones abordent toutefois brièvement le rôle qu'a joué l'anticommunisme dans la mise au ban de l'URSS. Outre cela, ils se contentent d'évoquer l'URSS épisodiquement, relatant ici et là un fait historique de faible importance y ayant rapport, comme lorsque Coffin et Stacey se contentent de dire que l'URSS n'a pas été invitée à la conférence de Munich alors qu'elle avait signé un pacte d'assistance mutuelle avec la France et la

Tchécoslovaquie et que cela en faisant un joueur majeur dans le conflit. Finalement, aucun des manuels étudiés n'aborde, directement ou indirectement les négociations du printemps et de l'été 1939. Fait étrange que cela puisque cela constitue un vide historique généralisé aux quatre manuels.

L'oubli fréquent de l'URSS par les auteurs des manuels de Cégep analysés, surtout Marc Simard, rappelle constamment que le rôle important qu'elle a joué est oublié ou ignoré par des historiens. Faut-il le rappeler, l'Union soviétique avait essayé, à de nombreuses reprises, de mettre en place une alliance antiallemande, conformément à la politique de « sécurité collective » du Politburo, afin de contrecarrer les intentions belliqueuses du régime hitlérien. Le commissaire aux affaires étrangères de l'Union soviétique, Maxime M. Litvinov, éprouvait un réel désir d'appliquer cette politique afin d'éviter une nouvelle guerre européenne qu'il croyait imminente. Malgré son acharnement, il n'y parvint pas. Ce sont principalement la France et la Grande-Bretagne qui ont nuit aux efforts soviétiques pour éviter cette dite guerre. En plus de leur anticommunisme virulent, la politique d'*appeasement* anglaise et le calque français de cette dernière ont permis à l'Allemagne de cheminer vers le sentier de la guerre paneuropéenne.

Devant cette situation, il est permis de se demander si cet oubli est engendré par l'ignorance des auteurs quant à cet état des faits ou s'ils omettent volontairement le rôle important qu'a joué l'URSS et qui aurait pu contribuer à éviter cette guerre. Il se peut que la place peu importante que les auteurs aient accordée à l'Union soviétique soit le fruit de leur propre éducation où les faits leur avaient été enseignés comme tels. Si tel est le cas, il faudrait briser ce cycle d'ignorance et remettre les pendules à l'heure en corrigeant les lacunes identifiées dans ce mémoire. Si toutefois

les auteurs ont omis les faits ayant trait à l'URSS comme un reflet idéologique, il s'agit d'une carence importante, qui devrait être corrigée pour que les faits soient connus dans leur intégralité. Dans un cas comme dans l'autre, il est clair qu'il faut remédier à la situation puisque l'histoire ne peut être bien comprise que si elle est exposée dans son intégralité.

Le fait que des historiens croient toujours que l'URSS ne voulait pas réellement appliquer la sécurité collective est surprenant si l'on considère que les archives soviétiques maintenant partiellement ouvertes démontrent le contraire. D'où vient cette obstination à soutenir de telles thèses, antérieures à l'ouverture partielle des archives soviétiques? De plus, quelle est la raison pour laquelle les pédagogues, rédigeant des manuels traitant de la montée des tensions en Europe dans les années 1930, effacent tous en quasi-totalité le rôle joué par l'URSS? Une réponse semble s'imposer à ces questions : les pédagogues et plusieurs historiens ont une vision des événements léguée par la guerre froide. L'historien Richard C. Raack explique ce phénomène :

« The misinformation deriving from all this faulty historical reportage on the coming of World War II and the Cold War has had a profound effect on popular thinking. It permeates many widely circulated history textbooks at secondary and university levels, and, until just recently, the entire East Bloc press. The same misinformation still infects much of the Western and Eastern press »¹⁵⁰.

En effet, entre la Deuxième Guerre mondiale et aujourd'hui se glisse la guerre froide qui agit comme un prisme déformant. De prime abord, il n'y a aucune raison pour que les historiens contemporains accentuent le rôle joué par l'Occident et diminuent celui de l'URSS. En spéculant, il est cependant possible de déduire qu'une vieille

¹⁵⁰ Richard C. Raack. *Op. Cit.* Page 8.

rancune dirigée vers l'URSS semble toujours vivante et les historiens niant la volonté soviétique d'appliquer la « sécurité collective », de par leurs propos, semblent être les porteurs de cette rancune. Partisans idéologiques du Bloc occidental, ils n'ont pu savourer une vraie victoire en 1991 quand l'URSS s'est écroulée sous son propre poids. La victoire décisive tant attendue, qui aurait dû être le fruit des assauts de l'Ouest sur l'Est, ne s'est pas produite. La « victoire » de l'Ouest, survenue par défaut, n'a ainsi pas permis aux idéologues occidentaux de satisfaire pleinement leur soif de victoire, la laissant inassouvie. Dès lors, ils ressentent le besoin de poursuivre la lutte contre le vieil ennemi idéologique qu'était l'URSS à travers leurs écrits historiques. Ils n'hésitent donc pas à déterrer son cadavre des profondeurs de l'histoire pour laisser libre cours à leur rancune et à leurs préjugés qui, eux, sont toujours bien vivants.

Si l'on pousse plus loin ces spéculations, l'on pourrait affirmer que l'oubli volontaire et systématique de l'URSS dans plusieurs ouvrages historiques pourrait aussi être le fruit de la propagande occidentale datant elle aussi de la guerre froide. S'il est aujourd'hui connu que la propagande soviétique avait reçu un accueil très timide des populations visées, la propagande occidentale, elle, semble avoir très bien fonctionné. En plus d'assurer la cohésion de l'Occident face à un ennemi commun, cette propagande occidentale semble avoir convaincu son auditoire de la nature foncièrement mauvaise de l'ennemi communiste qui est alors devenu une cible à abattre. Et comme la propagande fait plus souvent qu'autrement appel aux émotions plutôt qu'à la raison, plusieurs historiens y étant réceptifs n'ont pu résister à l'envie d'écrire l'histoire selon leurs convictions idéologiques, anticommunistes plutôt que d'écrire les faits, selon les sources, comme il se doit.

Si l'on considère que la propagande peut biaiser les travaux des historiens, l'ethnocentrisme propre à l'Occident en plein âge d'or qu'est le nôtre peut s'y additionner. N'acceptant pas d'être seconde et se plaçant elle-même sur la première marche du podium, l'histoire occidentale tend à magnifier son rôle dans la montée des tensions qui ont mené à la Deuxième Guerre mondiale, tout comme elle le fait dans la description des événements de cette dernière. Le fait de présenter les démocraties occidentales comme les chefs de file en matière de diplomatie avant la guerre en est un bon exemple puisque, au contraire, c'était l'URSS qui a mené le bal de 1933 jusqu'en août 1939 et qui n'a essuyé presque uniquement des refus de leur part. Il en va d'ailleurs ainsi quand les historiens occidentaux soutiennent que c'est le débarquement de Normandie qui a changé le cours de la guerre alors que l'Armée rouge avait déjà vaincu les Allemands à Stalingrad, à Koursk et sur maints autres champs de bataille allant à la prise de Berlin par... ces mêmes forces armées soviétiques. Ainsi, l'histoire telle qu'elle s'écrit encore aujourd'hui par plusieurs historiens occidentaux, est fille de la guerre froide et a hérité d'une rancœur envers son ancien ennemi communiste, d'une pensée brouillée par la propagande et par un ethnocentrisme évident. Il n'est donc pas étonnant que l'URSS n'ait pas la place qui lui revienne dans l'historiographie, malgré le fait que les sources sont là et sont accessibles pour démontrer le contraire. Cependant, aucune preuve ni aucun document n'explique avec certitude pourquoi plusieurs historiens contredisent encore les sources concernant l'histoire soviétique. On ne peut que spéculer à ce sujet mais une chose semble sûre : l'idéologie anticommuniste propre à l'Occident en est une raison.

Quelques historiens se sont tout de même rendu compte que l'URSS pouvait avoir joué un tout autre rôle que celui attribué par des historiens occidentaux. Ils se sont précipités sur les archives soviétiques dès qu'elles furent partiellement accessibles ce qui a, comme il a été vu, changé la façon de voir l'Union Soviétique en amenant des éléments nouveaux qui ont modifié le point de vue occidental la concernant. Cependant, comme le dit l'historien Michael J. Carley : « We still live with Cold War biases which Russian archivists have not helped to dispel by severely restricting access to Soviet foreign policy files »¹⁵¹. Ainsi, si les archivistes russes pouvaient donner le plein accès aux documents d'époque et si l'Occident pouvait délaissé quelque peu son ethnocentrisme et remettre ses convictions en question, le vrai rôle de l'URSS pourrait retrouver sa place légitime dans l'historiographie.

¹⁵¹ Michael J. Carley. « Only the USSR [...] » partie 1, *Op. Cit.* Page 203.

BIBLIOGRAPHIE

- Bachman, Ronald D. et Diane P. Koenker. *Revelations from the Russian Archives*, Washington, Library of Congress, 1997, 808 pages.
- Beevor, Antony. *La guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, 681 pages.
- Broué, Pierre. *Staline et la Révolution: le cas espagnol*, Paris, Fayard, 1993, 365 pages.
- Carlton, David. *Churchill and the Soviet Union*, Manchester, Manchester University Press, 2000, 234 pages.
- Carley, Michael J. « Behind Stalin's Moustache : Pragmatism in early Soviet Foreign Policy, 1917-41 » *Diplomacy & Statecraft*, vol. 12, no. 3 (septembre 2001), pages 159-174.
- Carley, Michael J. « Caught in a Cleft Stick: Soviet Diplomacy and the Spanish Civil War » dans Johnson, Gaynor, *The International Context of the Spanish Civil War*, Newcastle, Cambridge Scholars, 2009, pp. 151-177.
- Carley, Michael J. *1939, L'alliance de la dernière chance : Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2001, 362 pages.
- Carley, Michael J. « "Only the USSR Has... Clean Hands" : the Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 » partie 1, *Diplomacy and Statecraft*, vol. 21, no. 2 (2010) pages 202-225.

- Carley, Michael J. « “Only the USSR Has... Clean Hands” : the Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 » partie 2, *Diplomacy and Statecraft*, vol. 21, no. 3 (2010) pages 368-396.
- Clarke, Joseph. *Russia and Italy against Hitler: the Bolshevik-Fascist rapprochement of the 1930s*, New York, Greenwood Press, 1991, 218 pages.
- Delman, Jonathan R. et Deborah Anne Palmieri, chapitre 5 « Soviet Foreign Policy in the 1930s » dans *The Dynamics of Soviet Foreign Policy*, New York, Harper & Row Publishers, 1989, pages 72-89.
- Donaldson, Robert H. et Joseph L. Noguee. *The Foreign Policy of Russia; Changing Systems, Enduring Interest*, New York, M. E. Sharpe, 2009, pages 16-33 et 53-67.
- Duroselle, Jean-Baptiste. *La politique extérieure de la France. La décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, 568 pages.
- Fernandez, Marisa. *The Enigma of the Spanish Civil War : The Motives for Soviet Intervention*, Thèse de maîtrise (Histoire), Université McGill, 2002, 117 pages.
- Forcade, Olivier. « Le secret et ses usages : les archives « sensibles » en URSS », dans Sébastien Laurent, dir. *Archives « secrètes », secrets d’archives*, Paris, CNRS Éditions, 2003. 288 pages.
- Gorodetsky, Gabriel. *Le grand jeu des dupes; Staline et l’invasion allemande*, Paris, Les belles lettres, 2000, 573 pages.
- Haffner, Sebastian. *Le pacte avec le diable: les relations germano-soviétiques, 1917-41*, Paris, Alvik, 2006, 141 pages.

- Haslam, Jonathan. « Soviet-German Relations and the Origins of the Second World War : The Jury Is Still Out », *The Journal of Modern History*, vol. 69, no. 4 (Décembre 1997), pages 785-797.
- Haslam, Jonathan. *The Soviet Union and the Threat from the East, 1933-41: Moscow, Tokyo, and the Prelude to the Pacific War*, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 1992, 208 pages.
- Jackson, Peter. *France and the Nazi Menace*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2000, 446 pages.
- Johnson, Robert E. « Russian Archives », *Canadian Association of Slavists*, (mars-juin 1998). Pages 327 à 329.
- Klein-Goussef, Catherine. *Retour d'URSS : les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques*, Paris, CNRS Éditions, 2001, 428 pages.
- Kowalsky, Daniel. *Staline and the Spanish Civil War*, New York, Columbia University Press, 2004, 211 pages.
- Krivitsky, Walter G. *In Stalin's Secret Service; an Exposé of Russia's Secret Policies by the Former Chief of the Soviet Intelligence in Western Europe*, New York, Harper and Brothers Publishers, 1939, 273 pages.
- Lahran, Michel et Jean-Louis Van Regemorter. *La Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, 383 pages.
- Martel, Gordon. *The Origins of the Second World War Reconsidered; A. J. P. Taylor and the historians*, Londres, Routledge, 1999, 278 pages.

- Milza, Pierre. *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Collin, 2008, 251 pages.
- Nation, Craig R. *Black Earth, Red Star, A History of Soviet Security Policy, 1917-1991*, Ithaca, Cornell University Press, 1992, 341 pages.
- Neilson, Keith. *Britain, Soviet Russia and the Collapse of the Versailles Order, 1919-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 379 pages.
- Neilson, Keith. « Stalin's Moustache : The Soviet Union and the Coming of War », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 12, no. 2 (Juin 2001), pages 197-208.
- Parker, R. A. C. *Chamberlain and Appeasement : British Policy and the Coming of the Second World War*. New York, St Martin's Press 1993, 388 pages.
- Payne, Stanley. *The Spanish Civil War, the Soviet Union and communism*, New Haven, Yale University Press, 2004, 400 pages.
- Pons, Silvio. *Stalin and the Inevitable War : 1936-41*, London-Portland, Frank Cass, 2002, 240 pages.
- Raack, Richard C. *Stalin's Drive to the West, 1938-1945 : the Origins of the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1995, 265 pages.
- Ragsdale, Hugh. *The Soviets, the Munich Crisis, and the Coming of World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 212 pages.
- Roberts, Geoffrey. *The Soviet Union and the Origins of the Second World War : Russo-German Relations and the Road to War, 1933-41*, London, Macmillan, 1995, 192 pages.

- Soutou, Georges-Henri. *La France et l'URSS dans l'Europe dans années 30*, dir Mikhail Narinski, Élisabteh du Réau, Georges-Henri Soutou et Alexandre Tchoubarian, Paris, PUPS, 2005, 192 pages.
- Taylor, A. J. P. *The Origins of the Second World War*, Londres, Hamish Hamilton, 1963, 296 pages.
- Treadgold, Donald W. *Twentieth Century Russia*, Boulder and London, Westview Press, 1987, 580 pages.
- Watt, Donald Cameron. *How War Came : the Immadiate Origins of the Second World War*, New York, Pantheon Books, 1989, 736 pages.

Étude des manuels de Cégep

- *Sciences humaines; programme d'études préuniversitaires 300.A0*, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, des loisirs et du sport, 2010, 103 pages.
- Coffin, Judith et Stacey, Robert. *Western Civilizations: Their History and their Culture*, W. W. Norton & Co., 2011, 950 pages.
- Findley, Carter Vaughn et Murray Rothney, John Alexander. *Twentieht Century World*, 7th edition, Wadsworth Cendage Learning, 2011.
- Langlois, Georges. *Histoire du temps présent; de 1900 à nos jours*, 4^e édition, Montréal, Beauchemin Chenelière Éducation, 2008, 331 pages.
- Simard, Marc. *Histoire du XX^e siècle; affrontements et changements*, 2^e édition, Chenelière/McGraw-Hill, 2002, 363 pages.